



3^{ème} procès-verbal du Conseil de ville / 3. Stadtratsprotokoll

Séance du jeudi 15 mars 2012 à 18 heures

Sitzung vom Donnerstag, 15. März 2012, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Ammann Olivier, Arnold Marc, Augsburg-Brom Dana, Baltzer Niklaus, Blättler Schmid Isabelle, Bohnenblust Regula, Bohnenblust Simon, Bösch Andreas, Brassel Urs, Calegari Patrick, Chevallier Barbara, Donzé Pablo, Dunning Samantha, Esseiva Monique, Fischer Pascal, Freuler Fritz, Garbani Charlotte, Grivel Pierre-Yves, Grünenwald Samuel, Grupp Christoph, Güntensperger Nathan, Gurtner Roland, Hadorn Werner, Hügli Daniel, Isler Peter, Jean-Quartier Caroline, Kaufmann Stefan, Linder Fiorella, Löffel Christian, Magnin Claire, Menekse Ali, Mischler Peter, Molina Franziska, Morier-Genoud Michèle, Moser Peter, Némitz Cédric, Nicati Alain, Ogi Pierre, Oliveira-Jorns Renate, Paronitti Maurice, Pichard Alain, Rindlisbacher Hugo, Rüfenacht Daphné, Rüfenacht Martin, Scherrer Martin, Sermet Béatrice, Simon Fatima, Steinmann Alfred, Stöckli Schwarzen Heidi, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Sylejmani Ali, Tanner Anna, Thomke Friedrich, Wiederkehr Martin, Wiher Max

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Eschmann René, Habegger Hans Peter, Habegger Markus

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Erich Fehr, Maire

Conseillers/ères municipaux: Contini François, Klopfenstein Hubert, Liechti Gertsch Teres, Moeschler Pierre-Yves, Steidle Silvia, Schlauri René, Schwickert Barbara

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Monique Esseiva, Présidente du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Regula Klemmer, Secrétaire parlementaire

Behandelte Geschäfte / Affaires traitées	Seite/Page
30. Déclaration de groupe.....	88
31. Approbation de l'ordre du jour.....	89
32. Communications du Bureau du Conseil de ville.....	89
• Décompte de la compétence de la CDG	89
33. Approbations des procès-verbaux (22 et 23 juin 2011 ainsi que 17 et 18 août 2011 / n ^{os} 8, 9, 10 et 11).....	90
34. 20110360 Utilisation du crédit d'engagement accordé par le Conseil de ville dans le cadre de l'approbation de la création du Nouveau Musée de Bienne (NMB).....	90
35. 20120040 Organisation des classes pour l'année scolaire 2012/2013	96
36. 20120051 "Chemin du Schweizersboden" Construction d'une passerelle pour piétons	105
37. Interpellation urgente 20110371, Daphné Rüfenacht, Christoph Grupp, Les Verts, "Vendre le Berghaus?"	114
38. Interpellation urgente 20110372, Stefan Kaufmann, Forum, "PJA et Service de révision: situation actuelle et future?"	117
39. Motion 20110313, Andreas Bösch, Les Verts, "Prise de connaissance positive ou négative par le Conseil de ville"	118
40. Motion interpartis, 20110312, Niklaus Baltzer, Groupe PS, Christoph Grupp, Groupe Les Verts, "Stratégie pour augmenter la part des transports publics dans le trafic routier"	119
41. Motion 20110314, Daphné Rüfenacht / Pablo Donzé, Groupe Les Verts, "Réduction du bruit de l'aviation acrobatique"	122
42. Postulat 20110316, Nathan Güntensperger, PVL, "Véhicules électriques pour ESB et la Ville".....	124
43. Postulat 20110315, Hans-Ulrich Köhli, Nathan Güntensperger, PVL, "Adaptation de la procédure d'appels d'offres concernant les projets de construction de la Ville de Bienne"	126
44. Postulat 20110317, Andreas Bösch, Les Verts, "Plus de trafic de transit dans le quartier des Tilleuls"	128
45. Nouvelles interventions	133

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Je vous souhaite une cordiale bienvenue à cette 3^{ème} séance du Conseil de ville. J'aimerais spécialement saluer la présence de Monsieur André Balmer, qui remplace notre huissier, Monsieur Daniel Gunziger, qui est malade.

Vous trouvez sur vos tables:

- Brochure publiée par la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture de la Ville de Bienne: "Bienne pour les enfants et les jeunes de 0 à 18 ans".

Je donne la parole à Madame Claire Magnin pour une déclaration du Groupe des Verts.

30. Déclaration de groupe

Magnin Claire, au nom du Groupe Les Verts: Le Tribunal administratif fédéral (TAF) ordonne aux Forces Motrices Bernoises (FMB) de fermer la Centrale nucléaire de Mühleberg au premier semestre 2013, soit au plus tard en août 2013. Depuis des années, le mouvement anti-nucléaire exige la fermeture de cette centrale qui n'a été autorisée à fonctionner que pour une période limitée dans le temps. L'an dernier, la centrale a vécu un événement classé 1, obligeant les FMB à stopper l'installation et à procéder à un rééquipement de la centrale, avant sa révision. En septembre 2009, un autre incident a provoqué l'arrêt du réacteur et le cœur de la centrale a été fissuré. D'autres centrales présentant ce même défaut ont été démantelées, mais les FMB continuent de prétendre que la Centrale nucléaire de Mühleberg ne présente aucun danger.

Le Conseil municipal, suite au vote du Conseil de ville, a rejoint le comité "Mühleberg illimité non". Dans le communiqué publié sur son site, le Conseil municipal mentionne le vieillissement et la fragilisation relevée par le comité "Mühleberg illimité non" et déclare qu'en sus des risques déjà liés au système lui-même, l'exploitation de la Centrale nucléaire de Mühleberg représente un risque accru pour la population, se trouvant dans le périmètre de la zone de protection et donc aussi pour la population biennoise. Bienne est en zone 2: un territoire sur lequel une défaillance grave peut entraîner un risque pour la population locale nécessitant la prise de mesures de protection. Le Groupe des Verts salue la décision du TAF d'ordonner la fermeture de la Centrale nucléaire de Mühleberg, si d'importants travaux ne sont pas entrepris. Le TAF montre par cette décision, qu'il met la priorité sur le principe de précaution et la protection de la population et non pas sur les questions financières. Cette décision est toutefois insuffisante et une fermeture immédiate de la Centrale nucléaire de Mühleberg est urgente. Le Conseil exécutif du Canton de Berne a les compétences de police, pour ordonner la fermeture immédiate de cette centrale. Le Conseil municipal, pour être cohérent avec les propos relayés dans la presse et sur son site, devrait donc intervenir auprès du Conseil exécutif du Canton de Berne, afin que ce dernier utilise les pouvoirs de police dont il dispose, pour ordonner l'arrêt immédiat de

la centrale nucléaire, ceci d'autant plus que le Canton est l'actionnaire majoritaire des FMB.

31. Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour est approuvé tacitement.

32. Communications du Bureau du Conseil de ville

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: J'ai une très bonne nouvelle à vous faire part ce soir. Nous disposons d'une machine à café et à thé. C'est la Maison Nurissa, par l'entremise de Monsieur Pascal Pauli, qui nous offre cette machine, mais c'est aussi grâce au petit coup de pouce de notre Maire, Monsieur Erich Fehr. La machine se trouve dans l'ancienne salle du Conseil municipal. Pour votre information, les cafés, thés, sucres et crèmes seront pris en charge par le crédit du Conseil de ville. Monsieur Balmer est à votre disposition si vous avez des problèmes d'utilisation de la machine. Au nom du Conseil de ville, je tiens à remercier infiniment Monsieur Pascal Pauli et notre Maire. Une lettre de remerciements sera envoyée ces prochains jours à Monsieur Pauli.

Au fond de la salle, vous pouvez admirer la maquette du Nouveau Musée de Bienne ainsi que des plans, qui sont affichés au tableau. Merci au Conseil municipal.

À la séance du mois d'avril, le Conseil de ville devra, entre autre, traiter la modification du Règlement de police. Une séance d'information à votre intention aura lieu le mardi 27 mars à 18h00, à la Salle de théorie des pompiers. Vous recevrez une invitation officielle. En tous les cas, je vous invite à y participer très nombreux.

La prochaine Conférence des Président de groupes aura lieu le 24 avril 2012.

Décompte de la compétence de la CDG

Klemmer Regula, Ratssekretärin: Die GPK hat anlässlich ihrer Sitzung vom 8. März 2012 die folgende Abrechnung eines Verpflichtungskredits der Baudirektion in eigener Kompetenz und einstimmig genehmigt:

- 20020294 Oberstufenzentren der Stadt Biel / Einbau von Garderobenschränken für die Schüler und Schülerinnen

33. Approbations des procès-verbaux (22 et 23 juin 2011 ainsi que 17 et 18 août 2011 / n^{os} 8, 9, 10 et 11)

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Aucune demande ou remarque n'a été adressée dans le délai imparti, soit 5 jours avant la séance du Conseil de ville.

Les procès-verbaux n^{os} 8, 9, 10 et 11 sont approuvés tacitement.

34. 20110360 Utilisation du crédit d'engagement accordé par le Conseil de ville dans le cadre de l'approbation de la création du Nouveau Musée de Bienne (NMB)

Bösch Andreas, GPK: Zum vorliegenden Bericht möchte ich im Namen der GPK eine Vorbemerkung machen. Der Stadtrat kann diesen Bericht nur zur Kenntnis nehmen. Als einzige Alternative könnte er den Bericht unter Auflagen zurückweisen. Dadurch würde aber nur der Bericht zurückgewiesen, nicht das Geschäft an und für sich. Auch allenfalls vorgeschlagene Verbesserungen würden nur den Bericht betreffen, nicht aber das Projekt..

Die Vorgeschichte dürfte allen gut bekannt sein. Am 17. März 2011 sprach der Stadtrat den Verpflichtungskredit für das Neue Museum Biel. Ein Teil des gesprochenen Geldes war für die Gestaltung der Innen- und Aussenräume vorgesehen. Schon an besagter Stadtratssitzung gab es sehr kritische Voten zum Umstand, dass der Stadtrat einen Kredit zu sprechen hatte, ohne genau zu wissen, wie das Geld verwendet werden soll. Ein Änderungsantrag der Fraktion Grüne wurde aufgrund des gemeinderätlichen Versprechens, dem Stadtrat Bericht zu erstatten, zurückgezogen. Die GPK möchte festhalten, dass sie über die Aussage im vorliegenden Bericht "(...) *obschon am 17. März 2012 diesbezüglich kein formeller Beschluss gefasst wurde (...)*" erstaunt ist. Es war ein mündliches Versprechen des Gemeinderats! Die GPK geht davon aus, dass der Gemeinderat seine Versprechen hält, auch wenn sie nicht im Beschlussesentwurf aufgeführt sind!

Die GPK diskutierte das vorgesehene Projekt und beurteilte insbesondere die vorgesehene verspiegelte Brücke sehr kritisch. Letztere hatte in der GPK einen schweren Stand, denn ihre Funktionalität ist aufgrund der Ausführungen im Bericht nur schwer nachvollziehbar. Einige GPK-Mitglieder sahen in ihr ein Kunstobjekt und über Kunst lässt sich bekanntlich nicht streiten. Auch der Fakt, dass eine bereits bestehende Brücke durch eine neue ersetzt werden soll, gab Anlass zu Kritik. Schlussendlich beschloss die GPK, dem Gemeinderat nahezu legen, die Stiftung Charles Neuhaus aufzufordern, auf diesen Teil des Projekts vorläufig zu verzichten. Die GPK ist der Meinung, dass zuerst die anderen Massnahmen realisiert werden sollten. Wie ich aber eingangs erwähnte, nimmt der Stadtrat nur Kenntnis von diesem Bericht und er kann weder Projektänderungen vornehmen noch einen anderslautenden Beschluss fassen.

Nun möchte ich noch den Kontext des ganzen Geschäfts erläutern. Der Stadtrat sprach den fraglichen Verpflichtungskredit am 17. März 2011. An seiner Sitzung vom 13. Januar 2012 beschloss der Gemeinderat dann, den Kredit frei zu geben. Es

könnte also gesagt werden, dieser Zug sei schon längstens abgefahren. Obwohl der ganze Ablauf des Projekts im Bericht beschrieben ist, hat das Geschäft zumindest für die GPK und vielleicht auch für andere ParlamentarierInnen einen fahlen Beigeschmack. Der Stadtrat sprach Mittel, ohne genau zu wissen, was mit diesen gemacht wird. Angesichts der momentan angespannten städtischen Finanzlage wurde das Projekt von den Stadtratsmitgliedern sicher kritisch beurteilt. Die GPK ist einstimmig der Meinung, dass es eine absolute Ausnahme bleiben muss, den Stadtrat ohne konkretes Projekt über einen Kredit entscheiden zu lassen. Auch wenn Zeitdruck herrscht, muss die Einflussnahme durch das Parlament gewährleistet bleiben. Ansonsten könnte der Eindruck entstehen, es würde etwas realisiert, das bei einem korrekten Vorgehen über das Parlament keine Zustimmung gefunden hätte. Die GPK nimmt vom Bericht Kenntnis.

Chevallier Barbara, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste remercie le Conseil municipal de son rapport sur l'utilisation du crédit d'engagement accordé par le Conseil de ville dans le cadre de l'approbation de la création du Nouveau Musée de Bienne (NMB). Ce rapport a été remis au Parlement, en mars 2011, lors de l'approbation de ce crédit. Le Conseil de ville a approuvé ce crédit, car il était essentiel, à l'époque, de soutenir la fusion des musées Schwab et Neuhaus et de permettre ainsi la création du NMB. Le Conseil de ville a dit "OUI", sans connaître précisément la teneur des aménagements intérieurs et extérieurs, qui devaient être réalisés, pour mener à bien ce projet. Naïf, sans doute, pensent certains, risqué, pensent d'autres ou alors, comme certains membres du Conseil de ville, convaincus, que l'investissement était indispensable pour réaliser ce projet. Aujourd'hui, le Conseil municipal soumet ce rapport au Conseil de ville, qui prend ainsi connaissance des travaux à effectuer.

Le Groupe socialiste souscrit entièrement à l'aménagement des espaces intérieurs. Les besoins de déplacer l'entrée pour agrandir l'espace d'accueil, d'aménager plus d'espace pour accueillir les classes, de rechercher des synergies entre caisse et cafétéria, sont tout à fait justifiés. L'agrandissement de la boutique permettra d'attirer le chaland, de satisfaire le public et de générer des recettes supplémentaires. Les aménagements du Musée Schwab, qui accueillera des expositions temporaires, sont essentiels. Les rayonnements ultraviolets et infrarouges, de même que les fluctuations d'humidité et de température, font partie des risques majeurs d'altération des objets patrimoniaux. La pose de filtres aux fenêtres et l'acquisition de climatiseurs mobiles sont indispensables, pour permettre à une exposition d'envergure d'être mise en place. Il ne convient, cependant, pas de sous-estimer les besoins en personnel nécessaires, au suivi environnemental des salles d'exposition.

S'agissant des aménagements extérieurs et notamment de ce fameux pont couvert, je ne surprends certainement personne, en disant que le débat a été plutôt vif au sein de notre groupe parlementaire. Il y en a qui aiment, d'autres qui n'aiment pas, ceux qui ne comprennent pas à quoi cela sert de construire un pont, là où il y en a déjà un et ceux qui trouvent dommage de cacher la façade. Au delà de cette question de goût et de crainte, de voir un changement dans ce paysage reconnu et aimé par les biennois, il est utile de rappeler, que ce projet a remporté l'aval du jury, à l'unanimité. En effet, ce projet n'interfère pas directement avec les façades des deux musées. Il crée un lien moderne et fort, qui attire l'œil et attise la curiosité entre deux bâtiments anciens, de styles très différents. Dans sa fonction de "pont", cette passerelle dirige le

visiteur directement sur la nouvelle entrée principale des deux musées, qui se trouve au Faubourg du Lac 52. Ce projet est soutenu par la protection du patrimoine. L'autorisation de construire cette œuvre est actuellement en suspens, étant donné que cette passerelle enjambe une rivière et que, par conséquent, cette construction dépend de l'aval de l'Office cantonal des eaux et des déchets (OED). D'après les dernières informations, un permis de construire sera prochainement délivré. En ce qui concerne la modification de l'effet miroir des façades métalliques, pour éviter que les oiseaux ne se blessent, les architectes chargés de ce projet ont pris contact avec le Centre Ornithologique de Sempach, pour trouver la solution la plus adaptée. Ces difficultés étant palliées, le Groupe socialiste espère vivement que ce projet fort et unificateur atteigne son objectif, soit de donner une identité attrayante au Nouveau Musée de Bienne.

Blättler Isabelle, Fraktion Grüne: Vor gut einem Jahr stimmte der Stadtrat einem Verpflichtungskredit über CHF 1,75 Mio. zu, ohne genau zu wissen, wofür das Geld eingesetzt wird. Nachdem der Gemeinderat zusicherte, den Stadtrat über die konkrete Verwendung der Gelder zu informieren, stimmte die Fraktion Grüne dem Verpflichtungskredit damals trotzdem zu. Der versprochene Bericht liegt nun vor und die Fraktion Grüne dankt dafür. Er informiert insbesondere über den Architekturwettbewerb, welcher für die Aussengestaltung durchgeführt wurde. Gewonnen hat ein Brückenschlag aus Chromstahlspiegeln über die Schüss. In diesen Spiegeln *"sollen sich die Gebäude des Museums Schwab und Neuhaus widerspiegeln und zu einem prägenden Element dieses sensiblen Ortes werden."* Soviel zur poetischen Beschreibung im Bericht. Die anderen Informationen entsprechen weitestgehend denjenigen, die bereits im Bericht zum Verpflichtungskredit zu lesen waren. Leider fehlt im vorliegenden Bericht die Information, wieviel diese neue Brücke kosten soll. Gemäss Auskunft belaufen sich die Kosten auf CHF 300'000.-. Die Fraktion Grüne stellte sich die Frage, ob es nicht sinnvoller wäre, dieses Geld für betriebliche Investitionen des Neuen Museums Biel zu verwenden. Darüber sollte sich der Gemeinderat nochmals Gedanken machen. Der Stadtrat akzeptierte den Verpflichtungskredit, ohne genau zu wissen, was die Bieler Bevölkerung dafür bekommen wird. In Zukunft sollte sich die Verwaltung die nötige Zeit nehmen, um ein Projekt zu entwickeln, damit der Stadtrat weiss, wofür er einen Verpflichtungskredit spricht.

Grivel Pierre-Yves, au nom du Groupe Forum: Le Groupe Forum a pris connaissance du rapport pour l'utilisation de ce crédit d'engagement de 1,8 mio. fr. Ce crédit a été accordé par le Conseil de ville le 17 mars 2011. Il concerne l'adaptation du bâtiment de l'ancien Musée Neuhaus et la réunion des deux bâtiments ainsi qu'un certain nombre de mesures, y compris des mesures extérieures pour la visibilité de ce nouveau complexe. Le 4 février 2011, le Conseil municipal a décidé de libérer 175'000 fr., pour mettre sur pied un concours d'architecture et le lauréat de ce concours a fait l'unanimité auprès du jury. Il s'agit d'une espèce de tube métallique avec des miroirs. Même si aucune intervention n'est désormais plus possible, le Groupe Forum souhaite, néanmoins, émettre certains doutes, notamment concernant son prix de 180'000 fr. À une époque, où la Ville de Bienne doit retourner chaque franc, le Groupe Forum s'étonne de ce choix et surtout de son prix. Notre groupe remercie tout de même le Conseil municipal de son rapport.

Fischer Pascal, Fraktion BVP plus: Meine VorrednerInnen sagten bereits alles. Auch die Fraktion BVP plus stört sich daran, dass der Stadtrat diesen Kredit sprach, ohne zu wissen, was mit dem Geld gemacht wird. Der Gemeinderat kann nun damit machen, was er will. Das ist keine gute Grundlage.

Am fraglichen Standort gibt es bereits eine Brücke. Diese soll nun abgerissen werden, damit eine neue, überdachte gebaut werden kann. Das Dach soll aus Chromstahl sein, damit es schön glänzt und sich alle darin spiegeln können, wenn die Schneeflocken nicht zu gross sind und keine Tauben in die Wände fliegen (so stand es heute im BielBienne)... Nun habe ich noch zwei Fragen:

1. Wieviel kostet die Brücke? Dies steht im Bericht nicht.
2. Auf Seite 6 steht, es stünden zu wenig Räume für Aktivitäten der Schulen zur Verfügung. Welche Aktivitäten sind damit gemeint? Um zu Fotografieren beispielsweise gibt es ja auch Schulräume.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Je remercie les membres du Conseil de ville, d'avoir compris le caractère purement informatif de ce rapport et non pas décisionnel. La Commission de gestion fait remarquer au Conseil municipal, de ne plus demander un crédit au Conseil de ville, à l'avenir, sans avoir un projet précis à lui proposer, sur lequel le Conseil de ville pourrait également donner son accord. J'aimerais cependant vous rappeler, que la création du Nouveau Musée de Bienne (NMB) est une entreprise extrêmement courageuse, qui a demandé la participation de nombreux partenaires, en particulier de la Fondation Neuhaus, mais aussi d'autres fondations concernées. Ce projet a eu l'occasion de mûrir au cours de ces dernières années et particulièrement dans sa dernière phase de réalisation, lorsque tous les partenaires se sont accordés sur une fusion de deux musées, Schwab et Neuhaus. Mais plus qu'une fusion, il s'agit de la création d'une nouvelle institution, d'un nouveau projet culturel, que le Conseil de ville a approuvé le 17 mars 2011 et dont la population biennoise lui sera extrêmement reconnaissante. C'est un grand pas en avant pour l'histoire de la Ville de Bienne: depuis l'archéologie jusqu'à nos jours, la ciné-collection et l'art ancien auront leur place dans une nouvelle institution. Ce musée présentera des expositions temporaires et des expositions de grande dimension. Ce projet donne lieu à un contrat de subventions regroupant la région, le Canton, l'institution elle-même, soit les partenaires responsables de la culture et la Fondation Neuhaus. La Fondation Neuhaus est prête à se lancer dans ce projet comprenant des mesures architecturales intérieures et extérieures.

Lors de la séance du Conseil de ville du 17 mars 2011, le Groupe des Verts avait fait une proposition, qui n'a finalement pas été discutée et a été retirée. Cette proposition aurait pu empêcher la réalisation du NMB dans les délais impartis par la loi, soit jusqu'à fin 2011. Le Conseil de ville a donc pris une décision courageuse en faveur de la culture. Concernant l'aspect financier du projet, il s'agissait avant tout d'attribuer cette responsabilité à un Comité de construction, dans lequel étaient représentés, non pas uniquement la Fondation Neuhaus, mais également la Direction des travaux publics, le Service de la culture et la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture. S'agissant de l'aménagement intérieur, un consensus a pu être trouvé et cet objet n'est pas contesté.

J'aimerais répondre à Monsieur Fischer et lui dire, que dans les musées, que cela soit d'histoire ou d'art contemporain, les écoles ne sont pas seulement les bienvenues, mais également de plus en plus sollicitées. La Suisse, depuis dix à vingt, sensibilise les générations à l'art et à l'histoire, à travers un accueil dans les musées. La pédagogie dans les musées prend de plus en plus de place. Il ne s'agit plus uniquement de faire des visites guidées dans les expositions, mais également de mettre sur pied des ateliers de travaux manuels, de photographie ou pour y aborder certains thèmes d'importance.

L'aménagement intérieur du NMB requiert le transfert de l'entrée principale vers le bistrot. La suppression du bistrot est un point sensible. Il sera remplacé par une buvette et une boutique, qui permettront l'accès au jardin. Il conviendra, ensuite, de s'occuper de l'aménagement extérieur, de faire le lien entre les deux bâtiments et surtout de signaler l'entrée. Or, la nouvelle entrée étant extrêmement modeste et discrète (ce n'est pas l'entrée principale du bâtiment Neuhaus, mais une porte dérobée), il convient de mettre un signe fort, pour garantir sa visibilité. Ce n'est pas seulement une simple passerelle, que le Conseil municipal propose de construire, mais plutôt un meuble, qui attire l'attention sur cette nouvelle entrée, quelque chose d'original et d'inattendu. Ce meuble ne peut, dès lors, pas être quelque chose qui se perd dans le paysage. Il doit véritablement être visible. Les visiteurs sont ainsi invités à emprunter cette passerelle et à s'annoncer à la réception, pour recevoir toutes les informations pour leur visite.

Le jury a été unanime et enthousiaste face à ce projet. Le même enthousiasme est à relever dans les rangs des membres de la Fondation Neuhaus. Mais, le plus grand enthousiasme se trouve auprès du personnel du musée, qui se réjouit énormément de la réalisation de cet objet et de compter sur un nouvel accueil et une nouvelle image, afin que la population de Bienne et de la région profitent davantage encore des activités, qui se dérouleront dans ce musée. Une des tâches du Conseil municipal est de favoriser l'accès de la population à la culture.

Je remercie les membres du Conseil de ville pour leurs remarques, que je transmettrai à qui de droit. S'agissant de la question du financement, lorsque les questions financières ont été discutées en 2011, le Conseil municipal a transmis au Conseil de ville un budget global d'un montant de 300'000 fr. pour les aménagements. Je ne peux rien dire de plus aujourd'hui. Il s'agit aujourd'hui de mettre en œuvre la réalisation de ce "pont" et d'apporter les améliorations structurelles nécessaires, de rediscuter les dimensions, etc. Ce n'est qu'au moment où ces discussions auront abouti, que le Conseil municipal s'occupera de la procédure de soumission pour la recherche de devis et saura exactement combien coûte ce "meuble". Le montant retenu dans le crédit global se monte effectivement à 300'000 fr. Il s'agit là d'un montant plafond, qui ne correspond pas au prix de l'objet à réaliser.

Némitz Cédric, PSR: Je remercie Monsieur Moeschler pour ses explications. Il convient de saluer cette démarche, en temps de crise. À l'instar du Groupe Forum, le Groupe socialiste se pose la question de la nécessité d'investir de l'argent public, pour acquérir un "meuble" de cette nature. Je pense personnellement, qu'il est important de continuer, malgré la crise, à investir pour le développement de notre

Ville, y compris dans des projets de ce genre. Il convient également de veiller à rester raisonnable en matière de finances. J'ai deux questions à poser:

- L'éventualité d'un sponsoring pour financer cette passerelle a-t-elle été imaginée?
- Cette dépense entre-t-elle dans le plan financier et ne prêterait-elle pas la rénovation des écoles ou certains investissements sportifs, dont la Ville de Bienne a besoin?

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: À la fin des années 90, la Ville de Bienne a accordé à la culture des moyens importants, notamment avec la rénovation du Musée Neuhaus, l'ouverture du Centre PasquArt et l'aménagement du Théâtre Palace. La Ville de Bienne souhaitait, effectivement, rattraper son retard en matière d'institutions culturelles. Malgré les difficultés financières, le Conseil municipal a fait de cette Ville une petite métropole culturelle. Les milieux de la culture ont été les premiers à réagir et à placer leur confiance dans la Ville de Bienne. L'image de cette Ville sera en effet fortement améliorée, par et grâce aux institutions culturelles. Suite à cette intervention du monde de la culture, d'autres milieux, notamment ceux de l'économie, ont contribué à faire progresser notre Ville. Par conséquent, investir dans la culture, c'est donner un signe fort et positif pour l'avenir! Il ne s'agit, ici, pas simplement de construire un pont, mais de donner un site. La réflexion faite par Monsieur Némitz, par rapport à la concurrence avec d'autres objets, est une réflexion que le Conseil municipal aurait dû se poser l'année passée. Mais, il ne doit plus se la poser aujourd'hui, puisque un crédit a été accordé par le Conseil de ville, non pas pour la construction d'un pont, mais pour la construction d'un projet culturel, permettant la réalisation du NMB. Grâce à cette unité de vue sur l'ensemble des composantes de ce projet, la Ville a pu mobiliser tous les partenaires et rendre ce projet réalisable.

Des propositions de sponsoring sont toujours les bienvenues et le Conseil municipal tiendra compte de la réflexion de Monsieur Némitz à ce sujet. Je pense, néanmoins, que le sponsoring est à envisager plus que pour des questions d'investissements, mais surtout par rapport à la réalisation d'activités dans nos musées. En effet, que ce soit dans le domaine de la pédagogie, des expositions ou autres, nos musées dépendent pour beaucoup de financements privés et sont toujours à la recherche de partenaires.

Fehr Erich, Finanzdirektor: Die Frage von Herrn Némitz ist äusserst berechtigt, sie wird aber zum falschen Zeitpunkt gestellt. Grundsätzlich konkurrieren verschiedene Investitionsbedürfnisse immer. Das beginnt mit der Konkurrenz zwischen dem Hoch- und Tiefbau, beinhaltet harte und weiche Faktoren, geht aber auch um die Frage, mehr Kultur oder mehr Bildung? Diese Ausmarchung findet ständig im Rahmen der Investitionsplanung statt. Projekte, die den Rahmen der Investitionsplanung sprengen, werden dem Stadtrat gar nicht vorgelegt, ausser sie seien mittels Vorstoss verlangt. Auch diesfalls müssen aber die Prioritäten bei der Investitionsplanung entsprechend angepasst werden. So gesehen hat der gesprochene Kredit von CHF 1,75 Mio. seinen Platz in der Investitionsplanung. Selbstverständlich verteidige ich als Finanzdirektor meine Kasse. Alle, die mir helfen wollen, weniger Geld auszugeben, sind grundsätzlich willkommen. Wie Herr Moeschler aber sagte, gilt es auch, Entwicklungsschritte vorzusehen. Deshalb nimmt der Finanzdirektor und gleichzeitig Stadtpräsident bei solchen Projekten auch noch eine weitere, andere Optik ein. Da im vorliegenden Fall die Finanzierung bereits in der Investitionsplanung

vorgesehen war, ist es für mich eine Frage der Verlässlichkeit, diesen Betrag nun nicht plötzlich zu kürzen. Grundsätzlich gilt dies für alle Objekte, ausser es tritt eine absolute Katastrophe ein, die Notmassnahmen erzwingt. Projekte, wie das vorliegende, beruhen immer auf Wettbewerben und Kostenschätzungen. Selbstverständlich darf bei der Ausführung weniger ausgegeben werden als projektiert, kostenoptimiertes Arbeiten ist immer zulässig.

Nun aber noch zum Sponsoring: Während des Votums von Herrn Némitz musste ich lachen, weil ich gerade eine Idee hatte: Angesichts der Form der Brücke wäre im vorliegenden Fall ja vielleicht Toblerone der richtige Sponsor...? Es ist allerdings eher unrealistisch, dass an der Brücke ein Werbeschriftzug angebracht wird... Vielleicht können Sie das ja abklären, Herr Némitz. Die Frage nach der Subvention wurde im ursprünglichen Geschäft bereits erläutert. Beim Lotteriefonds ist ein Gesuch hängig, um von Swisslos einen Beitrag an dieses Projekt zu erhalten. Von der Art des Geschäftes her sollte das grundsätzlich möglich sein. Es liegt aber noch keine Zusage vor. Deshalb musste der Stadtrat auch vor einem Jahr einen Bruttokredit beschliessen und deshalb möchte ich heute auch keinen Betrag in den Raum stellen. Der Gemeinderat arbeitet aber daran, eine entsprechende Zusicherung zu erhalten.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 13 janvier 2012 concernant "L'utilisation du crédit d'engagement accordé par le Conseil de ville dans le cadre de l'approbation de la création du Nouveau Musée de Bienne (NMB)", et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. c du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

Il est pris connaissance du présent rapport.

35. 20120040 Organisation des classes pour l'année scolaire 2012/2013

Morier-Genoud Michèle, au nom de la Commission de gestion: Permettez-moi ce soir de débiter cette prise de parole sur un sujet qui concerne l'organisation des classes et d'avoir une pensée de sympathie pour les familles belges, qui ont été gravement touchées par le drame survenu cette semaine en Valais. J'aimerais rappeler, pour les nouveaux Conseillers et les nouvelles Conseillères de ville, que d'après la Loi sur l'école obligatoire du Canton de Berne (LEO; RSB 432.210), le Conseil de ville doit statuer sur la création et la suppression de classes primaires et secondaires en mars, pour qu'ensuite le Canton puisse se prononcer et qu'en avril puisse débiter la planification des classes pour la rentrée 2013. Il s'agit d'un long processus. Un grand merci à l'Office scolaire et aux directions des collèges, qui fournissent de nombreuses heures de travail chaque année. L'année passé, le Conseil de ville a pris connaissance des prévisions d'augmentation exponentielle du nombre d'enfants au cours de ces prochaines années. Ces prévisions d'augmentation des effectifs annoncées se confirment cette année avec l'ouverture de trois classes alémaniques pour l'école enfantine et le cycle primaire, la fermeture d'une classe au cycle secondaire et l'ouverture de quatre classes francophones, dans les trois

niveaux. La Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture est rassurante pour cette année encore. En effet, il semble que les bâtiments scolaires pourront absorber cette augmentation, sauf pour les deux nouvelles classes d'école infantine logées dans le pavillon, qui sera construit à Boujean. L'approbation ou le refus de l'ouverture d'une classe incombe, en dernière instance, au Canton. La moyenne des enfants par classe, pour l'année scolaire 2012/2013, doit être maintenue dans une fourchette plus basse, en respectant le critère de proximité du lieu d'habitation pour les enfants. La Commission de gestion (CDG) a accepté, à l'unanimité, ce dossier et propose au Conseil de ville de faire de même.

La CDG a également mené une discussion, qui a porté sur l'organisation future et informe le Conseil de ville, qu'avec l'application de la nouvelle Loi sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC; RSB 631.1), adoptée en 2011 par le Grand Conseil, des changements vont avoir lieu, dès l'année prochaine. En effet, la nouvelle loi stipule, que la répartition Canton/Commune reste identique: 70% est pris en charge par le Canton et 30% par la Commune. Néanmoins, les incitations financières pour une meilleure maîtrise des coûts sont activement recherchées. La transparence et la responsabilité des communes doit ainsi être augmentée. La répartition des charges est remplacée par un système de financement comprenant l'octroi de contributions échelonnées par élève en tenant compte de la diversité des charges sociales, démographiques et topographiques de la Commune. Ainsi, dans un premier calcul le Canton prend en charge le 50% des coûts, auquel s'ajoute, dans un deuxième temps, un montant fixe par élève. Ce montant ne dépend pas du nombre de classes ouvertes dans la commune. La Ville a, dès lors, une autonomie et peut ainsi influencer sur les coûts totaux.

En effet, vous avez pu constater dans le dossier, l'augmentation du coût d'ouverture d'une nouvelle classe. Cela passe de 10'000 à 90'000 fr. à la charge de la Ville. Cette différence s'explique par le mécanisme de la nouvelle péréquation financière. Le montant de 90'000 fr. correspond au 50% des charges salariales des enseignant(e)s. Sans vouloir entrer dans le détail des réponses, que j'ai reçues de la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture, les Conseillères et Conseillers de ville devront prendre position, en tant que membres de partis politiques, sur la question de la qualité de l'enseignement ces prochaines années. En admettant, que la marge de manœuvre de la Ville se situe au niveau du nombre de classes existantes, alors la discussion sur la grandeur moyenne de ces classes, notamment l'augmentation ou la diminution des élèves par classe, sera éminemment politique et la question des locaux scolaires y sera directement liée. La CDG reviendra, au cours de ces prochains mois, sur cette question financière, qui aboutira à des décisions qui devront être prise lors des séances pour traiter le budget les 24/25 octobre 2012. Pour l'instant, la CDG vous recommande d'adopter le projet d'arrêté et l'ouverture des nouvelles classes proposées par la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture.

Magnin Claire, au nom du Groupe Les Verts: Le Groupe des Verts remercie le Conseil municipal pour le rapport présenté. Notre groupe soutiendra la proposition d'ouverture de cinq nouvelles classes et la fermeture d'une classe. Vu l'augmentation du nombre des élèves biennois, il est certes difficile de faire des estimations précises, notamment en raison de la variation des élèves dans les différents quartiers. Notre groupe tient à relever certains aspects inquiétants de ce rapport. D'abord,

l'augmentation des coûts de 10'000 à 90'000 fr. à la charge de la Ville pour l'ouverture de nouvelles classes à Bienne. Cette situation posera un certain nombre de problèmes et la Ville devra faire des choix politiques importants. Il s'agira, soit de maintenir le nombre d'élèves par classe au niveau actuel, soit d'augmenter le nombre d'élèves par classe et ainsi de faire des économies, sachant que ce choix risque de dégrader les conditions de formation dans les établissements scolaires de la Ville de Bienne. Le nombre d'élèves étant en augmentation constante, la question des besoins en locaux supplémentaires indispensables se pose également. La Ville dispose de projections jusqu'en 2026, quant au nombre de classes nécessaires.

Paradoxalement, l'Office scolaire n'est cependant pas en mesure de planifier le nombre de locaux nécessaires, ne serait-ce que pour l'été 2012. Une planification pour plusieurs années est devenue urgente. De plus, depuis plusieurs années, la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture met à disposition des membres du Conseil de ville des statistiques concernant la proportion des enfants d'origine suisse ou d'origine étrangère dans les classes. Or, ces chiffres ne donnent aucune information fiable sur les difficultés réelles que les enseignant(e)s rencontrent dans leur travail quotidien et des conséquences sur l'organisation des classes. Les enfants peuvent être de nationalité étrangère, mais être nés à Bienne, avoir des parents qui vivent et sont nés à Bienne et parler parfaitement l'une ou l'autre langue. Le Conseil de ville nécessite des critères beaucoup plus précis, pour évaluer la situation. De plus, ces chiffres ne font qu'alimenter un discours anti étrangers, sans donner de véritables éléments quant à la situation dans l'enseignement.

Steinmann Alfred, Fraktion SP: Die Fraktion SP hat den Bericht des Gemeinderats zur Kenntnis genommen. Dank Klasseneröffnungen bleiben die Klassengrößen, also die Schülerzahlen pro Klasse, in etwa gleich wie im Vorjahr. Das ist gut so, denn die Bieler Schulklassen sind nicht mehr gleich strukturiert wie vor 10 Jahren. Mit der Integration eines Grossteils der Kleinklassen in die Regelklassen haben die Schwierigkeiten in den Bieler Schulen weiter zugenommen. Die Bandbreite in den regulären Schulklassen ist riesig. Bei den 1. - 6.-Klässlern reicht das Spektrum von Kleinklasse-A-SchülerInnen bis zu zukünftigen GymnasialschülerInnen. Dazu kommen viele Kinder mit Migrationshintergrund und Kinder aus bildungsfernen Schichten. Verhaltensauffälligkeiten oder - wie man auch sagt - verhaltensoriginelle Kinder sind heute im regulären Schulbetrieb integriert und es ist sehr schwierig, bei solch unterschiedlichen Voraussetzungen, allen eine adäquate Schulbildung anzubieten.

Eine bessere Unterstützung der Klassenlehrkräfte wäre Sache des Kantons. Seit Jahrzehnten wird aber dort in der Bildung gespart, gespart und noch einmal gespart. Die Qualität unserer bernischen Schule leidet zunehmend, besonders in der Stadt Biel. Darum sehe ich einer Integration von "Klassen mit besonderer Förderung" sehr skeptisch entgegen. Die bisherigen Regelklassen laufen bereits jetzt oft am Limit. Ohne massive Unterstützung der betroffenen Lehrkräfte wird die Qualität noch weiter abnehmen oder die Klasse kann kippen, das heisst, sie wird nicht mehr führbar. Der Entscheid, "Klassen mit besonderer Förderung" in die Regelklassen zu integrieren, müsste noch einmal gründlich überdacht werden! Damit eine Individualisierung gelingen kann, ist nebst der Qualität der Lehrpersonen auch die Klassengrösse wichtig. Diese ist zwar deutlich kleiner als maximal zulässig, aber immer noch zu

gross, um weitere Kleinklassen mit zum Teil sehr schwierigen Kindern zu integrieren. Vor einer Integration von behinderten Kindern, wie im Bericht auf Seite 5 unten beschrieben, muss in der heutigen Zeit dringend gewarnt werden. Zu definieren wäre ohnehin, welche Behinderungen gemeint sind. Sind dies soziale Behinderungen, körperliche, geistige, oder mehrfache Behinderungen? So oder so sind die Mittel für die Integration von behinderten Kindern nicht vorhanden. Ich bin nicht prinzipiell gegen eine solche Integration, als schulischer Heilpädagoge unterstütze ich eine Integration aber nur dann, wenn die Bedingungen für die Kinder, deren Eltern und die Lehrkräfte stimmen. Im heutigen bernischen Schulsystem würden die Regelklassen kollabieren.

Ich sehe, dass die Stadt Biel finanziell nicht in der Lage ist, die Mehrleistungen aufzubringen, die der Kanton nicht bereit stellt. Die Bildungs-, Sozial- und Kulturdirektion ist bemüht, durch Klasseneröffnungen die Klassengrösse moderat zu halten. Ich begrüsse ausserdem die grossen Bemühungen der Frühförderung, die Biel längerfristig eine Entlastung bringen werden, sofern aus dem Projekt eine Selbstverständlichkeit geworden ist.

Die Fraktion SP befürwortet die vorliegende Klassenorganisation, obschon die Situation in den Bieler Schulen kritisch ist. Sie erwartet jedoch, dass der Gemeinderat auf die zusätzliche Integration von schwierigen Kindern verzichtet.

Rüfenacht Martin, Fraktion Forum: Die Fraktion Forum führte eine intensive Diskussion über die Klassenorganisation. Ich möchte mit dem Positiven beginnen. Grundsätzlich ist es sehr gut, wenn eine Gemeinde wie Biel über Klasseneröffnungen diskutieren kann. Andere Gemeinden wären froh, wenn sie dies könnten. Das ist nicht nur auf dem Land so. Als Politiker schmerzt es, zu erfahren, dass wiederum eine Klasse weniger geführt werden kann als im Vorjahr. Lange Jahre tat es auch mir weh, wenn Klassen gestrichen wurden. Es ist viel schöner, über Klasseneröffnungen sprechen zu können. Warum aber können diese Klassen eröffnet werden? Leben, wohnen und arbeiten in Biel scheint recht attraktiv zu sein. Wahrscheinlich ist es in Biel unter dem Strich doch noch schön. Wohl deshalb ziehen Leute in unsere Stadt und suchen hier Arbeit.

Als Kind war ich selber Leidtragender einer ungenügenden Klassenorganisation. Vor 50 Jahren ging ich im Mühlefeld in die erste Klasse, zusammen mit 36 weiteren Kindern bei einer Lehrerin, die dafür aus dem Ruhestand zurückgeholt wurde. Ein paar Jahre später musste ich mit meiner ganzen Klasse wegen falscher oder fehlender Schulraumplanung in Nidau zur Schule gehen. Was hat sich seither verändert? Seit 16 Jahren bin ich im Stadtrat, und seit dieser Zeit werden jedes Jahr die gleichen Berichte zur Klassenorganisation diskutiert. Wie bereits der Sprecher der Fraktion SP ausführte, hat sich im Bereich Schule wahnsinnig viel verändert. Die Berichte und Instrumente bleiben aber scheinbar immer gleich. Fast wäre ich bemüht, hier ein Schlaflied zu singen, ich lasse es aber bleiben, denn ich habe schon grössere Säle leergesungen... Auch die Verkehrssituation hat sich verändert. Dabei denke ich beispielsweise an die Madretschstrasse. Nehmen Schulraumplanung und Klassenorganisation darauf Rücksicht? Ich behaupte: Nein. Im Bericht kommt immer wieder das Wort "Durchschnitt" vor. Ich behaupte: wenn ich die Füsse in den Backofen stecke und den Kopf in den Kühlschrank, geht es mir im Durchschnitt auch gut. Den Bieler Schulen geht es aber nicht gut! Die Klasseneinteilungen müssen

feiner und klarer erfolgen. Früher gab es noch Schulkommissionen, die Schulleitungen, Familien und Klassen kannten. Dementsprechend wurden Kinder derselben Familien am gleichen Ort unterrichtet. Der kleine Bruder wurde von der grossen Schwester zur Schule begleitet. Ich frage mich, was heute davon geblieben ist. Heute muss zunehmend und schneller auf solche Situationen Rücksicht genommen werden, allerdings nicht so, wie man dies vor 50 Jahren tat. Es kann immer sein, dass im August noch ein Kind auftaucht, das in die Schule gehen muss. Das ist eine Realität, die es zu berücksichtigen gilt. Hierzu sind Planungsinstrumente nötig! Was im vorliegenden Bericht zum Finanzausgleich und zu den Volksschulen steht, ist schon lange bekannt. Warum wird der Stadtrat aber erst heute damit konfrontiert? Muss in der Budgetdebatte eine Diskussion darüber geführt werden, wieviel die Schule kosten darf? Diese Diskussion muss doch im Zusammenhang mit der Klassenorganisation geführt werden und deren Ergebnis sollte im vorliegenden Bericht präsentiert werden. Zur Schulraumplanung mag ich mich schon fast nicht mehr äussern. Zwar wurde dem Stadtrat im letzten August ein Bericht dazu vorgelegt, der alljährlich überarbeitet werden soll. Neue Ergebnisse sollten aber *jetzt* vorliegen. Bei den Angaben zu Klassengrössen und Klassenkosten hätte ich Zahlen erwartet, die weiter reichen als nur bis 2013. Nur dann würde sich die Fraktion Forum - und ich mich persönlich als Politiker - ernst genommen fühlen. Darum geht es und auch um die Verantwortung des Stadtrats. Es ist schade, dass wiederum ein Zug verpasst wurde. Schlaf, Kindlein, schlaf... Der Stadtrat sollte aufstehen und einen anderen, aktuelleren Bericht einfordern. Nur so könnte er das Vertrauen haben, dass die Stadt auf dem richtigen Weg ist.

Pichard Alain, GLP: Mein Votum habe ich mit der Fraktion GLP nicht abgesprochen. Ich möchte aber eine persönliche Bemerkung an Herrn Steinmann richten. Das ist das erste Mal, dass ich aus der Fraktion SP so klare und treffende Worte höre, die sich im Übrigen vollständig mit der Analyse der Fraktion GLP decken. Was Herr Steinmann sagt, ist absolut richtig. Allerdings handelt es sich beim vorliegenden Bericht um ein Planungspapier. Herr Rüfenacht, wahrscheinlich ist es einfach so, dass der Stadtrat die Schulraumplanung abwarten muss, bevor er vorwärts gehen kann. Die Äusserungen von Herrn Rüfenacht kann die Fraktion GLP aber vollumfänglich unterstützen. Trotzdem wird sie zum vorliegenden Bericht Ja sagen. Ich habe aber noch drei Fragen:

1. Im Oberstufenzentrum (OSZ) Rittermatte sind 16 Klassen vorgesehen. Der integrative Schulversuch aber läuft aus. Dieser war hochinteressant und wurde sogar in den Medien gelobt. Ich glaube, dass der integrative Lösungsansatz für die verfahrenere Situation in der Schule Rittermatte der einzig richtige ist. Warum also läuft der integrative Schulversuch nun aus? Diese Frage stellte ich schon letztes Jahr, erhielt aber keine Antwort darauf.
2. Im OSZ Rittermatte sollen wie gesagt 16 Klassen geführt werden, im den OSZ Madretsch und Mett-Bözingen sind es je 12. Wie sieht die Aufteilung zwischen Sekundar- und Realklassen aus?
3. Was Frau Magnin sagte, ist klar: die Information zur Staatsangehörigkeit nützt dem Stadtrat überhaupt nichts. So ist beispielsweise der Sohn des ehemaligen Eishockeytrainers Ehlers Ausländer, er spricht aber perfekt deutsch. Die sechsköpfigen Familie Z. aus Mazedonien hat aber den Schweizer Pass. Auf solche Informationen kann also getrost verzichtet werden.

Nicati Alain, PRR: La planification scolaire est mathématiquement juste, mais beaucoup trop éloignée des réalités du terrain. L'organisation scolaire actuelle est en effet très éloignée du système et ne tient plus compte des réalités des élèves et des familles. Par contre, je ne pense pas, que la Ville de Bienne puisse se payer le luxe de tenir le même discours l'année prochaine. Cette situation perdure en effet depuis dix ans. Personnellement, je n'ai pas de proposition concrète. L'organisation scolaire actuelle doit être actualisée et doit tenir compte des différentes réalités des familles biennoises. Le système scolaire actuel est trop mathématique, trop théorique et pas assez proche des réalités.

Sylejmani Ali, PSR: Les statistiques présentés dans ce rapport concernant la proportion des élèves biennois d'origine étrangère n'ont pas lieu d'être. Elles ne servent, peut-être qu'à des analyses, dont les objectifs ne servent en tout cas pas à l'amélioration des conditions de travail et de succès de la mission de l'école. Je propose, que l'année prochaine, ce travail de statistique soit remplacé par une simple phrase: *"La proportion des élèves d'origine étrangère est légèrement plus haute que la proportion des personnes d'origine étrangère dans la Ville de Bienne"* et ainsi restreindre les spéculations sur le coût de scolarisation des élèves étrangers. Il serait certainement très intéressant, pour le travail au Conseil de ville, d'ajoute à cette phrase: *"La proportion d'élèves d'origine étrangère apporte à notre économie toutes ces ressources linguistiques et culturelles, que ces jeunes mettent depuis des décennies à disposition des entreprises en Suisse et qu'elles exploitent en faveur de la construction et prospérité de ce pays"*. La plupart des pays d'Europe soutiennent et favorisent l'enseignement de la langue et la culture aux minorités dans les écoles d'enseignement obligatoire, alors que la Suisse ne fait aucun, voire très peu d'investissements en la matière et paradoxalement continue de profiter de ces ressources, notamment linguistiques, dans son économie, son industrie, son commerce et sa culture.

Löffel Christian, EVP: Ich finde die Statistik über ausländische und schweizerische SchülerInnen sehr spannend. Ich finde sie auch nicht diskriminierend, sondern sie erfasst eine Tatsache, welche relativ einfach zu erheben ist. Ich finde es spannend zu erfahren, dass ausländische Familien offenbar im Durchschnitt mehr Kinder haben als die schweizerischen. Die grosse Sprach- und kulturelle Vielfalt hat auch positive Auswirkungen, darin bin ich mit meinem Vorredner einig. Dass die ausländische Bevölkerung sehr viel zu unserer Wirtschaft beiträgt, ist ebenfalls klar. Heute geht es aber um Klassenorganisation und Integration. Dabei denke ich zuerst an die sprachliche Integration. Es ist wahrscheinlich schon so, dass die meisten frisch Eingeschulten, die weder deutsch noch französisch sprechen, einen ausländischen Pass haben. Das spielt aber keine Rolle. Es sind Massnahmen und Geld nötig, damit diese Kinder eine Landessprache lernen, um sich richtig verständigen können. Ich finde es spannend, diese Entwicklung zu beobachten. Eine andere Statistik, wie sie Frau Magnin seit Jahren fordert, wäre wohl sehr viel schwieriger zu erheben und würde dem Stadtrat letztendlich auch nicht viel weiter helfen.

Bösch Andreas, Grüne: Ich bin froh, dass heute etwas eingehender über diese Statistik diskutiert wird. Seit zwei oder drei Jahren fordere ich, dass sie im Bericht Klassenorganisation nicht mehr aufgeführt wird, weil sie keine Aussagekraft hat. Herr Löffel, ich finde es interessant, dass Sie diese Statistik spannend finden. Mir beweist das aber nur, dass Sie keine Ahnung von Statistik haben. Die einzige mögliche

Aussage ist die Ableitung, die auch Herr Sylejmani machte: der Ausländeranteil ist in den Schulen höher als in der Bevölkerung. Daraus kann statistisch abgeleitet werden, dass mehr Schulkinder ausländischer Familien als schweizerischer in Biel zur Schule gehen. Alles andere, was Sie erwähnten, hat mit dieser Statistik nichts zu tun. Wenn in einer französischsprachigen Klasse von 20 Kindern 16 einen französischen Pass haben, liegt der Ausländeranteil bei dieser Klasse bei 80%. Der Französischunterricht in dieser Klasse ist sicher schrecklich, denn ausländische Kinder haben mehr sprachliche Schwierigkeiten als Schweizer Kinder... Das stimmt so einfach nicht! Die Aussagekraft dieser Statistik ist minimal. Sofern dem Stadtrat überhaupt Statistiken vorgelegt werden sollen, dann bitte bessere.

Augsburger-Brom Dana, SP: Auch ich bin der Meinung, dass diese Statistik nichts aussagt. Sie gibt nur Daten der Papiere der Betroffenen wieder. Bei mir steht dort beispielsweise: Heimatort: Langnau im Emmental. Ich war noch nie dort! Mir ist die Gewissheit wichtiger, dass an den Schulen für alle die gleichen Regeln gelten und die Herkunft der Kinder keine Rolle spielt.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Je remercie le Conseil de ville pour ce débat passionnant d'aujourd'hui, sur les différents éléments de l'école publique. La Commission de gestion (CDG) a accepté ce rapport à l'unanimité et je lui en suis très reconnaissant. La porte-parole de la CDG a fait allusion aux changements légaux, qui impliquent la responsabilité des communes dans le financement des classes. Il s'agit de la Loi sur la péréquation financière, qui est entrée en vigueur cette année déjà. Le modèle, qui vous est proposé ici, c'est à dire l'organisation des classes 2012/2013, fonctionne selon les mêmes critères que jusqu'à présent. Le Conseil municipal a souhaité se donner le temps de la réflexion, avant de se décider sur les variantes possibles de la future organisation des classes, étant donné les nouvelles responsabilités financières que la Ville doit prendre. Il consacrera un séminaire, au début du mois de juin, pour traiter de ce sujet et sera ensuite en mesure de soumettre des propositions au Conseil de ville, qui devra débattre de cette question dans le courant de l'automne 2012. En effet, cette question a une incidence sur le budget 2013, dans la mesure où il s'agit de l'année scolaire 2012/2013. Conformément au Règlement municipal, la responsabilité finale incombe au Conseil de ville.

Chaque année, le Conseil de ville établit l'organisation des classes, au mois de mars. Il convient de maintenir ce procédé à l'avenir. Pour pouvoir préparer l'organisation des classes, le Département Écoles & Sport doit connaître les principes, que le Conseil de ville souhaite appliquer. Le Conseil de ville souhaite-t-il maintenir la moyenne d'élèves par classe actuelle? Souhaite-t-il prendre en compte les aspects financiers et éventuellement augmenter la moyenne d'élèves par classe? Ce sont des questions primordiales, qui devront être débattues cet automne par le Conseil de ville et j'espère, de manière aussi sereine que possible. Une fois que le Conseil de ville aura pris une décision, le travail pourra alors commencer et comme chaque année, le Conseil de ville devra avaliser l'organisation des classes, au mois de mars. Après consultation auprès des inspections scolaires, cet aval sera communiqué au Canton.

S'agissant de l'intervention de Monsieur Nicati, qui déplore un fossé entre cette organisation dite mathématique des classes et la réalité, j'aimerais démentir cette affirmation, dans la mesure où cette organisation des classes, même si elle peut

paraître mathématique, en raison des chiffres présentés, n'est pas une réalisation uniquement technique. Le document présenté est un document largement discuté et élaboré conjointement entre le Département Écoles & Sport et les directions des écoles. Chaque situation de quartier est analysée de façon particulière et plusieurs paramètres entrent en jeu. Il est vrai, que le Conseil de ville est compétent en matière du nombre de classes, cependant les questions relatives à l'organisation des quartiers et des établissements scolaires sont discutées au Département Écoles & Sport.

Des remarques ont été faites par rapport à la planification des locaux scolaires. Effectivement, l'ouverture de classes signifie disposer des locaux nécessaires à l'accueil des enfants. L'année passé, le débat concernant cette planification des classes a été ardu. Je me souviens, que Monsieur Rüfenacht y était fortement opposé ainsi que d'autres membres du Conseil de ville. La communication entre la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture, la Direction des travaux publics et certains porte-paroles du Conseil de ville s'est dégradée. La planification des locaux scolaires est réalisée, en coordination entre ces directions et la Direction des finances. L'année dernière, l'évolution des chiffres concernant le nombre d'élèves a surpris la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture. En effet, il y a toujours eu, par le passé, de grandes variations quant au nombre d'élèves à Bienne. De nombreuses naissances pouvaient laisser prévoir un nombre d'élèves plus nombreux dans les classes, mais systématiquement les familles quittaient la Ville, avant la scolarisation de leurs enfants. L'école biennoise avait en effet une mauvaise réputation et les familles de classes moyennes préféraient déménager à la campagne. Ce phénomène s'est renversé en 2011. Aujourd'hui, les familles restent en ville. La Ville de Bienne ne peut donc que se réjouir de cette situation. Paradoxalement, cette situation met la Ville devant un nouveau défi. Le Conseil municipal soumettra prochainement au Conseil de ville des propositions d'investissements importants. Les décisions relatives à ces investissements devront être prises, au plus tard, au mois d'avril de cette année.

S'agissant des mesures d'intégration scolaires. Monsieur Steinmann fait l'écho d'inquiétudes à ce sujet. L'année passée déjà, dans le contexte de la stratégie de la formation, plusieurs membres du Conseil de ville ont fait part du grand mécontentement du corps enseignant et ont appelé à une réorganisation des états généraux du corps enseignant. Le Département Écoles & Sport a procédé, l'année dernière, à des auditions dans toutes les entités scolaires et les directions d'écoles, où le corps enseignant était représenté, pour connaître la nature de ce mécontentement. Il y avait un certains nombres de points, notamment un principal concernant l'art. 17 de la Loi sur l'école obligatoire (LEO; RSB 432.210) concernant l'intégration des enfants connaissant des difficultés particulières. À ce sujet, il est bon de rappeler, que cette réforme est due à la décision unanime du Grand Conseil du canton de Berne. Cette réforme n'est aucunement remise en question par le corps enseignant, malgré le défi considérable que représente son application. Les enseignant(e)s doivent faire face à des élèves qui présentent, soit sur le plan comportemental, soit sur le plan des connaissances, de grandes difficultés d'adaptation. Le soutien prévu par la Ville de Bienne est cependant insuffisant. Le Département Écoles & Sport est intervenu à plusieurs reprises auprès de la Direction de l'instruction publique du canton de Berne (DIP), pour que les ressources disponibles soient augmentées. La Direction de la formation, de la prévoyance

sociale et de la culture a obtenu quelques succès, mais pas autant qu'elle aurait souhaité obtenir.

La problématique des enfants handicapés est différente. En effet, il est clair qu'un bon nombre d'enfants handicapés, qui sont scolarisés à l'école du Ried devraient, suite à un diagnostic clair effectué par des professionnels du domaine, être intégrés dans des classes ordinaires. Dans ce cas, ces enfants bénéficient du soutien nécessaire accordé, non pas sur le nombre d'heures, mais d'après un financement qui dépend, non pas de la DIP, mais de la Direction de la santé publique du canton de Berne.

Monsieur Pichard aimerait connaître le nombre de classes primaires et secondaires à Bienne. Il y a, en principe, deux classes de chaque en 9^{ème} année dans tous les centres scolaires de Bienne. En ce qui concerne la 7^{ème} et la 8^{ème} année, la Ville compte sur trois classes secondaires et deux classes primaires au collège Rittermatte, deux classes secondaires et deux classes primaires à Mâche-Boujean et idem à Madretsch.

S'agissant de la question des étrangers, si cette statistique est fournie chaque année au Conseil de ville, c'est suite à une intervention parlementaire de Monsieur Nicati. Je comprends les hésitations du Conseil de ville. Il y a en effet une différence entre un enfant d'origine étrangère et un enfant allophone. Les critères pour définir un enfant allophone ne sont pas très précis. Certains enfants, dont la langue maternelle est différente des langues officielles parlées en Suisse, entrent dans la catégorie "allophones", même s'ils parlent parfaitement l'une ou l'autre langue officielle suisse. Les statistiques sont à interpréter avec beaucoup de prudence. Il n'y a ni noir ni blanc dans cette affaire et les enseignants le savent bien. Il est clair, que les enfants allophones constituent un véritable défi dans les classes et c'est la raison pour laquelle le concept d'encouragement précoce de la Ville de Bienne a été lancé. Mais parfois, il y a plusieurs revers à une médaille: j'ai participé, aujourd'hui, à une conférence sur les personnes âgées et l'aide sociale et le représentant de l'Office fédéral s'est félicité de l'immigration en Suisse, en disant que sans les immigrés, les caisses de l'AVS ne pourraient tout simplement pas s'alimenter!

Pichard Alain, GLP: Die Lehrerschaft hat schon lange das Gefühl, dass eine Verschiebung der Schülerzahlen von den Aussenquartieren ins Zentrum stattfindet. Wenn ich nun die Aufteilung unter Sekundar- und Realklassen sehe, so haben die OSZ Mett-Bözingen und Madretsch je zwei, im OSZ Rittermatte aber drei Sekundarklassen mehr als Realklassen. Das bestätigt die Beobachtungen und Befürchtungen der Lehrerschaft, dass langsam aber sicher eine Verschiebung stattfindet und dass die Aussenquartiere langsam aber sicher ausbluten. Diese Entwicklung bereitet der Lehrerschaft Sorge. Die Aufteilung von Sekundar- und Realklassen zeigt diese Entwicklung klar auf. Ich bin der Meinung, dass auch das ein Planungsfaktor ist.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Monsieur Pichard, vous avez déposé une intervention parlementaire à ce sujet. Le Conseil municipal répondra à vos réflexions dans ce cadre-là.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 3 février 2012 concernant l'organisation des classes pour l'année scolaire 2012/2013, et s'appuyant sur l'art. 40, al. 1, ch. 2, let. b du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le nombre de classes pour l'année scolaire 2012/2013 est modifié comme suit:
 - 1.1. Cycle de l'école enfantine de langue allemande: ouverture d'une classe.
 - 1.2. Cycle de l'école enfantine de langue française: ouverture d'une classe.
 - 1.3. Cycle primaire de langue allemande: ouverture de deux classes.
 - 1.4. Cycle primaire de langue française: ouverture de deux classes.
 - 1.5. Cycle secondaire de langue allemande: fermeture d'une classe.
 - 1.6. Cycle secondaire I de langue française: ouverture d'une classe.
2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à rendre lui-même les arrêtés correspondants concernant le nombre de classes en cas de variations sensibles du nombre d'élèves. Il doit ensuite rendre compte au Conseil de ville, afin de requérir l'approbation formelle des changements éventuels intervenus.

36. 20120051 "Chemin du Schweizersboden" Construction d'une passerelle pour piétons

Ammann Olivier, au nom de la Commission de gestion: À la lecture de ce rapport, la Commission de gestion (CDG) est arrivé à la conclusion, qu'il faut réaliser cette passerelle au chemin du Schweizersboden, rapidement. Effectivement, l'historique de ce dossier montre, que les premières négociations avec les CFF, dans le cadre de la construction de cette passerelle, ont débuté dans les années 1970, soit il y a plus de 40 ans. La conclusion de cette affaire, aujourd'hui, aboutit à un partage des coûts entre les CFF et la Ville de Bienne, pour la sécurisation de ce chemin, mais surtout pour régler enfin cette question, qui a versé beaucoup d'encre dans les journaux, par le passé. La CDG soutient la construction de cette passerelle et propose au Conseil municipal de tout mettre en œuvre pour que cette réalisation puisse se faire au plus vite.

En ce qui concerne la construction d'une deuxième passerelle, au chemin du Jägerstein, ce que les CFF appellent le chemin de la "Kinderklinik", soit de l'ancienne clinique pour enfants Wildermeth, le Conseil municipal, dans son rapport, renonce à ce projet. Dans sa réponse aux interrogations de la CDG, le Conseil municipal dit qu'il renonce à la passerelle du Jägerstein, pour des raisons financières. Cette réponse a créé de vives discussions au sein de la CDG. En effet, la question est de savoir pourquoi renoncer à cette passerelle, alors qu'elle figure dans toute la procédure de sécurisation de ce passage de chemin de fer. L'Office fédéral des transports, qui représente l'autorité décisionnelle dans le cadre du chemin de fer, a d'ailleurs donné raison à la Ville de Bienne ainsi qu'aux partisans de ce projet, en demandant aux CFF de sécuriser ce passage, mais de le maintenir ouvert. Certaines questions restent

toutefois ouvertes, à savoir ce qui va se passer, si la Ville de Bienne renonce à sa participation financière pour la réalisation de cette passerelle. Toutes les hypothèses sont ouvertes. La CDG est d'avis, qu'une décision de l'Autorité supérieure ne peut tout simplement pas être écartée car le financement de cette deuxième passerelle devrait être assuré. Il est vrai, que les dispositions légales ont évolué ces dernières décennies, cependant le droit en vigueur aujourd'hui est clair et ne diffère pas tellement des lois en vigueur il y a dix ans, lors de la publication faite par les CFF pour la suppression de ce passage. Le droit supérieur tient toujours compte de l'ancienneté: Est-ce le chemin ou le train qui était là en premier? Dans le cadre du chemin du Jägerstein, comme dans celui du chemin du Schweizersboden, le chemin existait avant la ligne de chemin de fer. Ainsi, les CFF doivent assurer le droit de passage ou offrir une alternative correcte. Différentes normes complexes sont à analyser, pour savoir ce qu'est un détour "correct", lorsqu'un chemin doit être fermé. Qu'en est-il lors de la suppression d'un passage à niveau? Qu'en est-il de la participation financière du chemin ou du propriétaire du chemin dans le cadre de la sécurisation d'un passage? Le chef de projet des CFF m'a confirmé, aujourd'hui, que pour les CFF deux interventions sur une même ligne de chemin de fer coûtent cher pour les travaux préparatoires. Le trafic doit être interrompu pour la réalisation des travaux. Il s'agit également d'adapter la ligne de contact et les installations techniques, en vue de la réalisation de ces passerelles. Dès lors, il convient de définir définitivement si le travail doit être fait pour une ou pour les deux passerelles. La CDG invite le Conseil municipal à clarifier à nouveau l'opportunité de construction d'une ou de deux passerelles.

Nicati Alain, au nom du Groupe Forum: Tout serait simple s'il ne fallait rien payer! C'est évident, qu'au moment où le Conseil municipal apporte une solution bien construite, intelligente et valable pour le chemin du Schweizersboden, que certains membres du Conseil de ville pensent qu'il serait bien de construire également une passerelle au chemin du Jägerstein. Pourquoi ne pas le faire? Simplement parce qu'une deuxième passerelle coûterait aussi cher que la première et que les moyens financiers de la Ville sont actuellement limités. Le Groupe Forum plaide pour la construction d'une passerelle au chemin du Schweizersboden car ce projet est déjà bien lancé. S'agissant du chemin du Jägerstein, notre groupe rejoint l'avis du Conseil municipal: ce passage n'est absolument pas vital pour le quartier étant donné que d'autres passages se trouvent à une distance raisonnable. De plus, si la Ville construit une deuxième passerelle au chemin du Jägerstein, elle pourrait en construire encore des dizaines de plus. En plus, l'Hôpital Wildermeth ayant rejoint le Centre hospitalier, l'importance du passage au chemin du Jägerstein est moindre. Le Groupe Forum aimerait souligner, que la Ville de Bienne doit fixer des priorités aux investissements qui doivent être réalisés, sachant que le contexte financier aujourd'hui est tendu.

Hadorn Werner, Fraktion SP: Die Fraktion SP ist ebenfalls für den vorliegenden Vorschlag, auch wenn er viel zu spät kommt. Das hat wohl weniger mit den Bieler Behörden zu tun als mit der SBB. Wie bereits beim Umbau des Bahnhofs ersichtlich wurde, scheint die SBB nicht besonders Biel freundlich eingestellt zu sein. Auch die Situation beim Jägerstein gab in der Fraktion SP zu reden. Diese Überführung soll zum jetzigen Zeitpunkt nicht realisiert werden. Die dafür genannten Gründe sind absolut nachvollziehbar. Es stellt sich aber die Frage, ob eine Überführung am Jägerstein damit wegfällt oder ob sie weiterhin pendent bleibt. Dazu möchte die

Fraktion SP eine Antwort des Gemeinderats. Bei den Investitionskosten werden die Reserven wiederum nur mit 5% angegeben. Dazu möchte die Fraktion SP eine Begründung.

Grupp Christoph, Fraktion Grüne: Die Fraktion Grüne unterstützt den vorliegenden Beschlussesentwurf. Die Fussgängerüberführung am Schweizersbodenweg ist sinnvoll. Trotzdem löste das Geschäft natürlich auch in der Fraktion Grüne heisse Diskussionen aus. Einerseits im Zusammenhang mit der Überführung Jägerstein, andererseits um den finanziellen Rahmen. In den letzten Jahren wurde ich mehrfach von AnwohnerInnen angesprochen, ob der Stadtrat nicht endlich dafür sorgen könne, dass diese Überführungen realisiert würden. Die Bevölkerung hat manchmal das Gefühl, der Stadtrat könne ich weiss nicht was alles vorantreiben. Es war aber der Gemeinderat, der dieses Geschäft in verdankenswerter Weise begleitete. Er setzte sich auch juristisch gegen die von der SBB ursprünglich vorgesehene Schliessung der beiden Übergänge ein. Nun steht der Stadtrat vor diesem Beschlussesentwurf, welchem zugestimmt werden sollte. Dafür gibt es viele gute Gründe. Nebst der Erfüllung der Interessen der AnwohnerInnen geht es um einen historischen Weg, der die Stadt mit dem Naherholungsgebiet am Jurasüdfuss verbindet. Der wichtigste Grund ist aber sicher, dass immer noch viele AnwohnerInnen diese Wege tagtäglich benutzen möchten, was bekanntlich gefährlich ist. Die Stadt kann sich glücklich schätzen, dass nach dem ersten tödlichen Unfall keine weiteren schlimmen Unfälle passiert sind. Dieses Glück sollte nicht weiterhin herausgefordert werden.

Erschrocken ist die Fraktion Grüne ob den Kosten von CHF 1,6 Mio.. Als Laie ist es schwierig, einzuschätzen, ob CHF 1,6 Mio. für ein solches Bauwerk gerechtfertigt sind. Auch wenn die Stadt daran "nur" CHF 630'000.- beisteuern muss, werden die CHF 1,6 Mio. Gesamtkosten schlussendlich von den Steuerzahlenden bezahlt. Sicher handelt es sich um ein spezielles Bauwerk mit vielen Sicherheitsaspekten. Die Fraktion Grüne kam zum Schluss, dass diese Kröte wohl geschluckt werden muss. Die zweite Kröte ist die Begründung, welche der Gemeinderat zur Schliessung des Übergangs Jägerstein liefert. Sie ist rein finanzieller Art und eigentlich nachvollziehbar. Für die Realisierung dieses Übergangs wäre erneut ein hoher Betrag nötig. Wieviele Synergien beim gleichzeitigen Bau der beiden Übergänge tatsächlich vorhanden wären, weiss aber niemand. Sicher lohnt es sich aber nicht, das eine, jetzt ausführungsfähige vorliegende Projekt zu verzögern, um auf die Erstellung des Übergangs Jägerstein zu warten. Die Fraktion Grüne ist ebenfalls gespannt auf die Beantwortung der Frage, wie es mit dem Übergang Jägerstein weiter geht. Diese Frage ist wichtig und bewegt auch die Bevölkerung, wenn sich auch die Grundvoraussetzungen verändert haben.

Wiher Max, Fraktion GLP: Ich möchte vorausschicken, dass die Fraktion GLP dieses Geschäft nach der Fraktionssitzung noch weiterdiskutierte und sich ihre Haltung nach den Fraktionsrückmeldungen noch geändert hat. Im Bericht steht, dass dieses Geschäft seit den 1970er-Jahren hängig ist. Somit könnte ich in das Schlaflied von Herrn Rüfenacht einstimmen. Die Kosten stiessen der Fraktion GLP sehr sauer auf. CHF 1,6 Mio. für einen Fussgängerübergang! Für diesen Betrag bauen Private ein Einfamilienhaus mit Sauna und Umschwung! Die Fraktion GLP findet das unverhältnismässig. Der Betrag überrascht aber nicht, wenn er mit verschiedenen städtischen Baugeschäften der letzten Zeit verglichen wird. Dabei denke ich beispielsweise an das Schulhaus Châtelet, an verschiedene Bushaltestellen oder an

die Sportgarderoben Mettmoos. Überall waren die Kosten überrissen. Ich setze meine Hoffnungen auf nächstes Jahr und auf einen neuen Baudirektor. Solche Kosten sind für die Fraktion GLP schlicht nicht nachvollziehbar, denn alle Fraktionsmitglieder haben Erfahrungen aus der Privatwirtschaft, haben teilweise bereits selber gebaut.

Die Stadt muss 40% der CHF 630'000.- ausmachenden Baukosten übernehmen. Im Bericht wird erwähnt, dass die Stadt den SBB eine Anlage mit Warnblinklicht vorschlug und für 75% der Kosten aufkommen wollte. Diese Lösung hätte die Stadt CHF 360'000.- gekostet, also knapp die Hälfte. Auf einen Schlag könnten CHF 300'000.- gespart und trotzdem Leben gerettet werden. Angesichts der heutigen städtischen Finanzsituation finde ich es erstaunlich, dass der gesamte Stadtrat ein Lobeslied anstimmt und das Geschäft befürwortet. Wenn ich im Bericht lese, wie das Ganze zustande kam, bin ich nochmals erstaunt. Unter Punkt 2.1 steht nämlich: *"Finanzpolitische Geplänkel innerhalb der Verwaltung einerseits und zwischen der Stadt Biel und der SBB andererseits führten dazu, dass das Projekt nicht realisiert wurde."* Wie muss ich mir das vorstellen? Welcher Art waren diese Geplänkel? Ich kann mir einfach nicht vorstellen, wie mit Geplänkeln eine vernünftige Lösung verhindert wird und die Stadt am Schluss beinahe gezwungen wird, eine unvernünftige Lösung anzunehmen. Die Fraktion GLP ist eine flammende Befürworterin des öffentlichen Verkehrs. Sie unterstützt ihn grundsätzlich vollumfänglich. Die Projekte müssen sich aber in einem vernünftigen Rahmen bewegen. Diesen vermisst die Fraktion GLP beim vorliegenden Projekt. Deshalb kann sie dem Geschäft nicht zustimmen.

Thomke Friedrich, Fraktion BVP plus: An und für sich bin ich sehr froh, dass bei diesen Bahnübergängen endlich etwas geht. Dass sie so lange geschlossen blieben, ist eine Frechheit. Ich begreife aber nicht ganz, warum der Übergang Jägerstein nun einfach beiseite gelassen wird. Herr Nicati sagte, dass im Bereich Jägerstein der Umweg zumutbar ist. Für jemanden, der zweimal täglich in die Stadt geht, sind ein paar hundert Meter viel, Herr Nicati! Rechnen Sie einmal aus, wieviele Kilometer das pro Jahr sind. Der Übergang Jägerstein würde für die Betroffenen eine erhebliche Zeitersparnis bringen. Aus Kostengründen soll nun auf das Projekt verzichtet werden? Wie Herr Wiher, finde auch ich die Kosten für das Projekt Schweizersbodenweg aber überrissen.

Sutter Andreas, BVP: Trotz des Risikos, dass der Baudirektor mir Befangenheit vorwirft, möchte ich mich zu diesem Geschäft äussern. Ich bin stolz darauf, befangen zu sein und ich wünschte mir, dass sich der Gemeinderat in solchen Angelegenheiten auch etwas befangener zeigen würde. Die Befangenheit ist vielleicht sowieso ein etwas stark strapazierter Begriff, wenn unbequeme Meinungen zum Verstummen gebracht werden sollen. Das soll in diesem Zusammenhang nicht so sein und deshalb erlaube ich mir, hier zu sprechen.

Die meisten vom Gemeinderat angeführten Argumente zum Übergang Jägerstein sind zu relativieren oder stimmen so nicht. Es ist aber gut, dass der Übergang Schweizersbodenweg nun endlich realisiert werden soll. Auch ich bin der Meinung, dass die Kosten hierfür exorbitant sind. Vergleichsobjekte wie beispielsweise der Lothurm in Magglingen kosteten nicht einmal die Hälfte. Dieser Turm ist wesentlich höher als die geplante Überführung und mindestens ebenso robust. Ich könnte auch noch weitere Objekte nennen.

Ich war bei den Einspracheverhandlungen zu den Bahnübergängen Schweizersbodenweg und Jägerstein dabei. Die SBB stellte seinerzeit fest, dass der Übergang Jägerstein einfacher zu realisieren wäre als der Übergang Schweizersbodenweg. Das wurde vom Bundesamt für Verkehr (BAV) auch bestätigt. Somit wäre beim Übergang Jägerstein mit geringeren Kosten zu rechnen. Die vom Gemeinderat aufgeführten Benutzungszahlen des Übergangs sind aber sicher falsch. Zwar wurde die Kinderklinik Wildermeth in der Zwischenzeit geschlossen. Der geltend gemachte Rückgang der Nutzenden des Übergangs Jägerstein kann aber nicht allein dadurch erklärt werden. Da der Übergang vorübergehend geschlossen ist, können heute höchstens noch diejenigen Nutzenden gezählt werden, die ihn verbotenerweise benutzen. Mit solchen Zahlen kann also sicher kein verbindliches Zahlenmaterial erfasst werden. Wer zu Fuss in die Kinderklinik wollte, benutzte sicher keinen verbotenen Bahnübergang. Heute finden aber in der ehemaligen Kinderklinik wieder andere Aktivitäten statt bei ungefähr gleich vielen dort Beschäftigten. Die Aussage, der Parkplatz sei besser belegt als zu Zeiten der Kinderklinik könnte ein Hinweis darauf sein, dass das Gebäude zu Fuss nicht mehr erreichbar ist.

Ich möchte darauf hinweisen, die Zustimmung zur Überführung Schweizersbodenweg nicht mit einer Zustimmung für eine definitive Schliessung des Übergangs Jägerstein gleichzusetzen. Meiner Meinung nach versucht der Gemeinderat, sich vor dieser Entscheidung zu drücken. Meines Erachtens müsste die definitive Schliessung des Übergangs Jägerstein erneut publiziert werden, womit dagegen wieder Einspruch erhoben werden könnte. Es würde mich aber sehr erstaunen, wenn die gleiche Stadt nun anders argumentieren würde und das BAV anders entscheiden würde als das letzte Mal. Die Tatsachen sind immer noch die gleichen. Mir scheint die Philosophie falsch, sich mit der Schliessung von Verkehrswegen Probleme vom Hals zu schaffen. Das Lindenquartier wird auch erschlossen: Es wird eine Brücke saniert, obschon 200 m daneben eine weitere Brücke steht. Wenn die Madretschstrasse für Velofahrende gesperrt würde, gäbe es bei der Unterführung Mettstrasse auch keine Probleme mehr mit Velos. Es gibt noch weitere Beispiele. Die Schliessung von Verkehrswegen kann nicht die Philosophie der Bieler Verkehrspolitik sein. Ich bin aber mit dem Gemeinderat einig, dass die finanziellen Mittel für die Realisierung beider Übergänge zurzeit nicht vorhanden sind und dass der Übergang Schweizersbodenweg priorisiert wird. Auf keinen Fall darf das aber die definitive Schliessung des Übergangs Jägerstein präjudizieren.

Blättler Isabelle, Grüne: CHF 1,6 Mio. für den Bau einer Fussgängerüberführung! An dieser Summe ändert sich auch nichts, wenn die Stadt "bloss" 40%, also CHF 630'000.- beisteuern muss. Es ist keine Frage: ein gesicherter Bahnübergang ist notwendig und wird zur Attraktivierung des Beaumont-Quartiers beitragen. Die Kosten sind für mich aber unverständlich. Wenn ich ein Fahrzeug benötige, um von Biel nach Safnern zu gelangen, muss ich doch nicht gleich einen Ferrari Testarossa mit Chauffeur kaufen! Ein Velo oder ein VW Käfer würden genügen. Bei einem Budgetdefizit von CHF 15 Mio. ist es schwer verständlich, dass sich die Stadt mit diesem Übergang einen Ferrari leisten will. Ein finanzpolitisches Geplänkel innerhalb der Verwaltung und zwischen Stadt und SBB kann doch nicht der Grund dafür sein, dass auf eine optisch-akustische Warnanlage mit oder ohne Barriere verzichtet wird und stattdessen CHF 1,6 Mio. für einen Bahnübergang ausgegeben werden! Diese Bahnüberführung ginge übrigens ins Eigentum der Stadt über. Über die

Betriebskosten steht im Bericht nichts. Dieses Projekt bietet die Möglichkeit, das städtische Budgetdefizit zu entlasten, indem der Verpflichtungskredit abgelehnt und der Gemeinderat aufgefordert würde, eine vernünftige Lösung ohne finanzpolitisches Geplänkel zu suchen. Eine optisch-akustische Warnanlage käme auf jeden Fall billiger. Der Stadtrat sollte sich nicht immer mit der Begründung unter Druck setzen lassen, das Projekt dürfe nicht weiter verzögert werden. Es mag sein, dass es bereits lange gedauert hat, trotzdem sollte heute nicht Ja gesagt werden zu einer viel zu teuren Lösung. Im Hinblick auf die Finanzlage dürfte hier sicher ein Zeichen gesetzt und der Verpflichtungskredit abgelehnt werden.

Isler Peter, SP: Die Debatte erinnert mich an die Diskussionen rund um das Schulhaus Châtelet. Alle wollten das Schulhaus, aber alle fanden es zu teuer. Solche Diskussionen kommen vermehrt auf den Stadtrat zu, wie das vorliegende Projekt zeigt. Diesem Umstand muss in Zukunft bereits in den Vorlagen des Gemeinderats an den Stadtrat Rechnung getragen werden, sonst werden diese Projekte abgelehnt. Das ist ja nicht das Ziel. Ganz konkret möchte ich nähere Auskunft über den Kostenpunkt "Kosten SBB" (CHF 400'000.-). Ich kann mir nicht vorstellen, was dieser Betrag beinhaltet. Geht es um gewisse Unannehmlichkeiten, welche die SBB in Kauf nehmen muss und die etwas kosten? Es handelt sich ja um ein Projekt der SBB und nicht der Stadt...

Donzé Pablo, Les Verts: Si la Ville de Bienne a discuté pendant plus de trente ans avec les CFF, ce n'est pas pour s'offrir une Ferrari! Une passerelle au-dessus de voies de chemin de fer coûte cher d'autant plus, qu'au chemin du Schweizersboden, le terrain ne facilite pas la construction de cette passerelle. Monsieur Ammann l'a dit: les coûts pour les CFF sont importants. La Ville se bat pour relier une grande partie d'un quartier biennois. Il convient de relever, que si l'infrastructure est bonne, les piétons l'utiliseront. Actuellement, une grande partie des habitants du quartier de Beaumont doit faire un détour de plus de 500m, avec une dénivellation importante. Cette nouvelle structure permettra aux habitant(e)s et notamment aux enfants de ce quartier de se déplacer avec plus de facilité à pied. Personnellement, je soutiens ce projet, même si je suis touché par ce projet, car cette passerelle est construite dans le jardin de mes voisins et que j'aurais certainement l'impression d'être dans un zoo. Avec une passerelle de huit mètres au dessus de mon jardin, vous pourrez venir me regarder lors de mes séances de bronzage en été! Malgré tout, je me bats pour un réseau de mobilité douce cohérent et de qualité. Cette passerelle permettra d'améliorer ce réseau et la qualité de vie à Bienne. Je soutiens donc ce projet.

Ammann Olivier, PRR: La sécurité coûte chère. Une directive de l'Office fédéral des transports stipule, que de nouveaux passages à niveau ne peuvent plus être construits. Une même directive dit, que le meilleur passage à niveau qui existe est celui qui est supprimé. Un passage à niveau est une installation technique est coûte cher. Il s'agit d'une technique sécuritaire. Lorsque le passage à niveau fait défaut, un dispositif secondaire arrête le train avant le passage à niveau. Ces installations demandent une distance de sécurité de minimum 1km d'un côté et de l'autre de la voie. Il ne s'agit pas simplement de mettre une petite lampe qui clignote comme pour enclencher un interrupteur à la maison. Ces dispositifs de sécurité ont toutes sortes de répercussions ailleurs. Prenons par exemple la ligne de Bienne-Sonceboz. Cette ligne est télécommandée depuis le centre de Bienne. Demain ce sera depuis le centre de Lausanne. Toutes les informations sur une installation technique sont

transmises sur un écran d'ordinateur, que ce soit à Bienne ou à Lausanne et là, des techniciens doivent prendre des mesures, voire organiser des interventions en cas de problème.

S'agissant du dossier qui nous occupe, il y avait à l'époque un panneau "siffler" à cet endroit. Ainsi le train devait siffler à chaque fois avant de franchir ce passage à niveau, pour attirer l'attention du piéton, qui voulait traverser la voie, car les temps de visibilité ne sont pas suffisants à cet endroit. Or, il y a eu plainte du voisinage, car le train qui passe à 2h00 du matin et qui siffle sous vos fenêtres, ce n'est pas forcément agréable. Ainsi de nouvelles directives de l'Office fédéral des transports ont vu le jour et ont conduit à supprimer tous les panneaux "siffler" en Suisse. Aujourd'hui, les trains ne sifflent plus comme il y a 30 ou 40 ans. Il n'y a que quelques rares exceptions à certains endroits qui le permettent encore. Première directive: supprimer les passages à niveau. Deuxième directive: plus d'autorisations de construire de nouveaux passages à niveau. Troisième directive: il existe des dispositions de sécurité importantes. Quatrième directive: supprimer les panneaux "siffler". Ainsi, d'autres mesures doivent être prise en compensation et ces projets coûtent chers.

1,6 mio. fr. pour la construction d'une passerelle c'est effectivement cher, mais tout dépend de l'endroit où cette passerelle doit être construite. La construction des fondations, pour y placer un pylône à cet endroit, est difficile. De plus, une ligne de chemin de fer est placée à côté et des trains passent régulièrement sur cette ligne (quatre trains voyageurs par heure plus des trains de marchandises). Pour réaliser les travaux de construction de cette passerelle, il faudra interrompre le trafic ferroviaire ou réaliser ces travaux pendant la nuit, lorsqu'il n'y a pas de trafic. Reste que de nuit le nombre d'heures de travail est très limitée. La journée également, le travail coûte cher, car les ouvriers doivent laisser passer les trains et reprendre le travail ensuite et qu'ils sont payés également pour ces temps d'attente. Dès lors les coûts explosent rapidement dans ce genre de situations. Dans ces conditions, ce projet de 1,6 mio. fr. n'est même pas si cher que cela. Ce n'est pas un projet de luxe. Bien au contraire, s'il s'agissait d'un projet de luxe, certains paramètres pour les personnes handicapées auraient dû être respectés (construction d'une rampe, ascenseur, etc.). Concernant les coûts, soyons modestes et restons réalistes, 1,6 mio. fr. ce n'est certainement pas trop, donc il faut accepter ce projet.

Wiher Max, GLP: Ich möchte Bezug nehmen auf das Votum von Herrn Ammann. Auf Seite 2 im Bericht sind die Gesamtkosten für die Installation einer optisch-akustischen Warnanlage mit CHF 360'000.- aufgeführt. Das ist teuer, aber wesentlich günstiger als CHF 1,6 Mio..

Ich möchte mich noch zur Verhältnismässigkeit in Bezug auf die FussgängerInnen äussern: Die Aarbergstrasse hinter dem Bahnhof ist stark befahren. Ich behaupte, dass dort pro Tag mehr Autos durchfahren als Züge beim Schweizersbodenweg. Vielleicht müssten einmal all die FussgängerInnen gezählt werden, welche vom Bahnhof an den See wollen und bei der Ampel warten müssen, da dies dort als zumutbar gilt. Ich behaupte, dass wesentlich mehr FussgängerInnen die Aarbergstrasse queren als den Bahnübergang Schweizersbodenweg. Die optisch-akustische Warnanlage wäre eine ebenso sichere Lösung, welche die Stadt aber viel billiger zustehen käme, nämlich CHF 270'000.-. Die Luxuslösung mit der Überführung kostet die Stadt CHF 630'000.-. Wenn der Stadtrat sparen will, sollte er sich nun für

eine vernünftige Lösung einsetzen. Das finanzpolitische Geplänkel kann ich als Argument nicht gelten lassen. Wenn es um einen Mehrbetrag von über CHF 300'000.- geht, welchen die Steuerzahlenden berappen müssen, sind ihnen Gemeinde- und Stadtrat Rechenschaft schuldig.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke denjenigen, welche der Bahnüberführung Schweizersbodenweg grundsätzlich zustimmen. Herrn Ammanns Ausführungen zu den Baukosten stimmen. Ich spreche nun zu dem Geschäft, welches eigentlich traktandiert ist, nämlich die Bahnüberführung Schweizersbodenweg. Es ist eine Ausnahme, dass heute lange über ein nicht traktandiertes Geschäft, den Bahnübergang Jägerstein, debattiert wurde. Stadt und SBB wollen so rasch als möglich mit dem Bauvorhaben Schweizersbodenweg beginnen. Die SBB leitete das Baugesuchsverfahren ein. Es handelt sich um ein spezialrechtliches Verfahren nach Eisenbahngesetz. Dementsprechend ist auch die SBB Bauherrin. Alle haben ein Interesse an diesem Bau. Mehr brauche ich dazu nicht zu sagen. Es stand ja auch bereits Vieles in der Presse.

Viele RednerInnen liessen sich über die Baukosten aus. Beim vorliegenden Projekt ist die Baudirektion unschuldig an den Kosten, denn Bauherrin ist die SBB. Sie projiziert und investiert. Wenn die Stadt eine Fussgängerüberführung will, hat die SBB für deren Bau ihre Normen, die sie auch in anderen Kantonen und Gemeinden einhalten muss. So kommt dieser Betrag zustande. Die Baudirektion hat darauf keinen Einfluss. Es gibt ein ganzes Handbuch über Sicherheitsnormen bei Fussgängerüberführungen. Die Stadt kann der SBB nichts vorschreiben, sie kann nur noch entscheiden, ob sie sich beteiligt oder nicht. Normalerweise liegt eine solche Beteiligung bei 50%, die Baudirektion konnte sie aber auf 40% drücken. Wie Herr Ammann richtig sagte, sind die Projektkosten für die Stadt nicht überrissen.

Herr Isler stellte die Frage, was "Kosten SBB" bedeute. Dazu äusserte sich bereits Herr Ammann. Es wurde gesagt, für diesen Preis könne ein Einfamilienhaus gebaut werden. Bauen Sie einmal ein Einfamilienhaus an dieser Stelle! Der Ort ist für Baumaschinen und Krane nicht zugänglich. Alles ist komplex und muss mit Zügen angeliefert werden. Dafür müssen Gleise gesperrt werden und die ganze Logistik dauert ewig. So entstehen die aufgeführten "Kosten SBB", welche sich die SBB quasi selber verrechnen. Das Gleiche gilt für die Reserven. Auch diese entsprechen den Normen der SBB, nicht denjenigen der Stadt. Die Stadt kann den Betrag also nicht ändern. Die SBB ist Bauherrin und wenn die Stadt eine Überführung will, kostet es sie halt CHF 630'000.-. Ich bin der Meinung, dass die Baudirektion gut verhandelt hat.

Nun komme ich auch noch zum Projekt, das heute gar nicht traktandiert ist, den Bahnübergang Jägerstein. Darüber wurde in der Diskussion mehr gesagt als über den Schweizersbodenweg. Der Gemeinderat ist klar der Meinung, dass auf diesen Bahnübergang aus finanzpolitischen Überlegungen verzichtet werden sollte. Auch dieses Projekt hätte die Stadt ungefähr CHF 600'000.- gekostet. Es ist lustig, dass einige SprecherInnen sagten, CHF 630'000.- sei zu teuer, der Übergang Jägerstein solle aber trotzdem realisiert werden. Damit würden doppelt so hohe Kosten ausgelöst. Gewisse Widersprüche sind aber durchaus erlaubt. Mit dem Übergang Schweizersbodenweg wird ein ganzes Quartier erschlossen. Dies ist im Bereich Jägerstein weniger gegeben. Zudem ist dort der Umweg zumutbar. Schulkinder können den Bus benutzen. Der Übergang Jägerstein wäre wirklich ein "Nice to have".

Herr Thomke, es ist zumutbar, 400 m bis zum Berghausweg zu laufen. Der Gemeinderat ist der Meinung, der Übergang Jägerstein sei von seiner Wichtigkeit her zweitrangig. Es muss gespart werden. Herr Ogi verlangt seit Jahren ein Trottoir für CHF 300'000.-. Es geht um das Gleiche: die Stadt kann sich nicht alles leisten. Es ist also Rechtsgleichheit, wenn Herr Ogi sein Trottoir nicht erhält und die AnwohnerInnen, die den Übergang Jägerstein benutzen möchten, diesen auch nicht erhalten. Irgendwo muss einfach gespart werden und beim Übergang Jägerstein macht es Sinn. Ich bitte den Stadtrat, dem Geschäft so zuzustimmen, wie es vorliegt.

Herr Sutter, ich rege mich über Ihr Votum nicht auf. Meines Erachtens fehlt Ihnen aber einfach die fachliche und sachliche Legitimation, um über dieses Thema zu sprechen. Sie sind sowohl privat als auch als Präsident der Stiftung Wildermeth Nachbar des Übergangs Jägerstein und waren am Einspracheverfahren beteiligt. Für mich sind Sie befangen. Mit Ihrem Votum verteidigen Sie nur Ihre persönlichen Interessen.

Die Stadt könnte überall Übergänge schaffen, wenn das Geld dazu zur Verfügung stünde. Das ist aber nicht der Fall. Der Gemeinderat war der Meinung, es sei verhältnismässig, nur einen Übergang, dafür richtig, zu realisieren. Was heisst das für den Übergang Jägerstein? Es soll tatsächlich auf diesen verzichtet werden. Das Projekt kann in fünf Jahren nicht wieder aufgenommen werden. Die Folge ist, dass die SBB den Übergang Jägerstein definitiv schliessen müssen, sei es mit einer Mauer, einem Zaun oder einem Tor, aber jedenfalls so, dass dort niemand mehr die Gleise queren kann. Es werden noch kleine Projektierungskosten anfallen. Es wurde die Frage gestellt, ob die Stadt auf den Übergang Jägerstein überhaupt verzichten darf, nachdem dazu ein Urteil vorliegt. Es war ja die Stadt, die ein Gesuch für diesen Übergang stellte, sie war also praktisch Klägerin. Als solche erhielt sie vom BAV eine Verfügung, dass die SBB endlich etwas unternehmen müssen. Als Gesuchstellerin kann die Stadt ihr Gesuch aber auch wieder zurückziehen. Das ist wie bei einer Baubewilligung. Wer eine Baubewilligung erhält, muss nicht zwingend bauen, sondern kann das Gesuch auch wieder zurückziehen. In Bezug auf den Übergang Jägerstein macht die Stadt das nun. Wenn die Stadt keinen Übergang will, muss die SBB keinen bauen, das ist ganz klar.

Ich möchte nochmals erwähnen, dass die Stadt keine Schuld trägt an den hohen Kosten. Die SBB hat dieses Bauvorhaben projektiert. Wie auch Herr Ammann sagte, ist das Projekt nicht übertrieben und für die Stadt ist es nicht so schlecht. Ich bitte den Stadtrat um Zustimmung zum Projekt Schweizersbodenweg.

Sutter Andreas, BVP: Ich bestreite mit aller Vehemenz, dass mir zu diesem Projekt die sachliche und fachliche Legitimität fehlt. Im Gegenteil, ich habe sie, weil ich direkt betroffen bin. Ich wünschte mir, der Gemeinderat zeigte sich bei städtischen Angelegenheiten im öffentlichen Raum ebenso betroffen. Der von Herrn Klopfenstein erwähnte Schulweg führt, wenn der Übergang Jägerstein geschlossen wird, über das Terrain der Klinik Wildermeth. Dort besteht heute kein Durchgangrecht.

Wiher Max, GLP: Herr Klopfenstein beantwortete meine Frage nicht, wie es wegen einem finanzpolitischen Geplänkel nicht zu einer vernünftigen Lösung kommen konnte. Eine zweite Frage kam mir gerade auch noch in den Sinn. Ist es heute

tatsächlich nicht mehr möglich, einen optisch-akustischen Bahnübergang zu realisieren oder wäre ein solcher weiterhin denkbar?

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Der Satz bezüglich dem Geplänkel wurde vom Gemeinderat eigentlich anders abgeseignet, als er jetzt im Bericht an den Stadtrat steht. Der Ball wurde zwischen Baudirektion, Finanzdirektion und Bund hin und her gespielt. Es war von Anfang an klar, dass es ein teures Projekt werden würde. Deshalb gab es lange Verzögerungen. Auch sind Verhandlungen mit der SBB immer sehr mühsam. So können ohne weiteres 10 Jahre verstreichen. Das ist unter "Geplänkel" zu verstehen. Ein optisch-akustischer Übergang ist einfach keine gute Lösung. Einerseits wünscht die SBB keine akustischen Signale mehr. Andererseits will auch das BAV in seiner Verfügung keinen solchen Übergang sondern eine Überführung. Damit kommt für den Übergang Schweizersbodenweg nur noch eine Brücke in Frage. Wenn der dafür nötige Verpflichtungskredit heute abgelehnt wird, wird auch der Übergang Schweizersbodenweg definitiv geschlossen. Diese Gefahr besteht.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 3 février 2012 concernant «Chemin du Schweizersboden / Construction d'une passerelle pour piétons» et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête:**

1. Un crédit d'engagement de 630 000 fr. est octroyé pour la construction d'une passerelle pour piétons au chemin du Schweizersboden.
2. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement ou à une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée est d'ores et déjà approuvé.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est expressément autorisé à procéder aux modifications de projet qui s'imposeraient ou s'avéreraient nécessaires, dans la mesure où elles ne changent pas de manière notable le caractère de l'ensemble. Il peut déléguer cette compétence à la direction responsable du projet.

Interruption de la séance: 20h15 - 21h15

37. Interpellation urgente 20110371, Daphné Rüfenacht, Christoph Grupp, Les Verts, "Vendre le Berghaus?"

(Texte de l'interpellation urgente et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

Les interpellants sont **satisfaits** de la réponse.

Grupp Christoph, Grüne: Zuerst möchte ich dem Gemeinderat für die ausführliche Antwort auf diese dringliche Interpellation danken. Offenbar ist ihm bewusst, dass es sich beim Berghaus um ein sensibles Gebiet handelt. Die Lektüre der Beantwortung löste allerdings Stirnrunzeln aus. Zwar ist die Beantwortung als solche nicht schlecht.

Erstaunen löste aber die Strategie des Gemeinderats aus, welche zwischen den Zeilen lesbar wird. Ich nehme Bezug zum dritten Abschnitt. In diesem steht, der Gemeinderat erachte es nicht als zwingend, dass öffentliche Gelder in den Unterhalt des Berghauses gesteckt werden. Das stimmt, es ist nicht zwingend. Schlussendlich ist die Stadt aber Eigentümerin dieses Gebietes. Weiter unten wird erwähnt, dass die Stadt nach dem Brand CHF 248'000.- von der Brandversicherung erhielt. Auch aus diesem Grund finde ich die Argumentation seltsam, die Stadt sei zwar Besitzerin der Liegenschaft, müsse in diese aber nicht zwingend investieren. Im Weiteren erstaunt es, dass der Gemeinderat dieses Gebiet nicht selber weiterentwickeln will, zumal ja gewisse Ideen vorhanden sind. Vielmehr will er über ein Verkaufsinserat herausfinden, wie es zukünftig genutzt werden soll. Klar kann der Markt immer getestet werden. Die Fraktion Grüne findet es aber befremdlich, dass auf diesem Weg Studien zur weiteren Nutzung von Gebieten und Liegenschaften durch Interessierte erarbeitet werden. Frau Rüfenacht wird anschliessend erläutern, weshalb die Fraktion Grüne auch weiterhin an diesem Thema interessiert ist und warum sie genau hinschauen wird, wie es dort weiter geht. Grundsätzlich sind die UrheberInnen der Interpellation aber zufrieden mit der Antwort. Das Berghaus ist ein Filetstück des städtischen Grundbesitzes. Es ist ein wichtiger Ort, an dessen Zukunft ein öffentliches Interesse besteht. Deshalb muss der Gemeinderat eine entsprechende Strategie entwickeln. Abschliessend habe ich noch eine Frage an den Gemeinderat: Gingen genügend gute Vorschläge als Grundlage für die weitere Entwicklung des Gebietes ein, oder sind immer noch zu wenig Basisinformationen vorhanden?

Rüfenacht Daphné, Grüne: Auch ich möchte mich für die Beantwortung der gestellten Fragen bedanken. Ehrlich gesagt war auch ich sehr erstaunt, als ich von der Publikation hörte. Zu diesem fragwürdigen Vorgehen äusserte sich bereits mein Vorredner. Ich möchte noch zwei weitere Aspekte zum Berghaus unterstreichen.

Der erste Aspekt betrifft den Standort: Das Gebiet rund um das Berghaus ist ein Landschaftsschutzgebiet. Das hat seinen Grund: Es ist die letzte offene Fläche zwischen Siedlung und Wald von Alfermée bis Pieterlen. Das Gebiet hat ein grosses ökologisches Potenzial, es ist südexponiert und entsprechend sonnig. Dieses Potenzial wird momentan noch nicht ausgeschöpft. Das Gebiet ist zudem ästhetisch wertvoll, weshalb die Bevölkerung der Landschaftsschutzzone mit grossem Mehr zugestimmt hat. Die gleiche Bevölkerung kennt den Wert dieses Standortes und er wird auch von Erholungssuchenden rege genutzt. Zusammenfassend bedeutet dies: das Gebiet Berghaus ist sehr sensibel und sehr wertvoll. Die Grünen werden alles daran setzen, dass es erhalten bleibt, respektive ökologisch aufgewertet wird.

Der zweite Aspekt betrifft die Nutzung und die Eigentümerverhältnisse der Gebäude. Ich bin der Meinung, die Stadt soll zu ihren Baudenkmalern Sorge tragen. Zum Kontrollgebäude, zum Kongresshaus, aber auch zum Berghaus und zu seinem Ofenhaus. Darum werde ich mich, falls nötig, gegen einen Verkauf wehren. Und darum werde ich mich weiterhin dafür einsetzen, dass die Gebäude saniert werden, meiner Meinung nach möglichst auch mit öffentlichen Geldern. Ferner finde ich, dass dieser prächtige Standort weiterhin öffentlich oder gemeinnützig genutzt werden sollte, ohne dass allerdings dadurch zusätzlicher Verkehr generiert wird. Ich bitte den Gemeinderat, diese zwei Aspekte im Rahmen der zukünftigen Nutzung, respektive der Wahl eines Baurechtnehmers oder Mieters, zu berücksichtigen.

Fehr Erich, Finanzdirektor: Der Gemeinderat gab sich bei der Beantwortung dieses Vorstosses grosse Mühe, seine Überlegungen transparent zu machen. In der Vergangenheit wurde dem Gemeinderat immer wieder unterstellt, er verfolge im Gebiet Berghaus Absichten, die nicht mit dem Volksbeschluss für den Gegenvorschlag zur Grünflächeninitiative übereinstimmen. Bereits bei der Beantwortung eines anderen Vorstosses sagte der Gemeinderat jedoch klar, dass dem nicht so sei. Es geht um ein Landschaftsschutzgebiet und der Gemeinderat hat keine Absichten, etwas daran zu ändern. Einzig der westlichste Teil stand im Zusammenhang mit einer möglichen Spitalerweiterung zur Diskussion. Im Moment ist das aber nicht aktuell und der Gemeinderat verfolgt keine Absichten für eine Umnutzung des Gebietes Berghaus. Ich möchte dies betonen, damit allfällige Zweifel nun hoffentlich ein für alle Mal ausgeräumt werden. Diese Zweifel rühren vielleicht daher, dass das Gebiet in irgendeinem Richtplan der Region in ferner Zukunft als "potenzielles Siedlungsgebiet" aufgeführt ist. Planungsüberlegungen können nicht verboten werden. Das heisst aber noch nicht, dass sie auch umgesetzt werden. Immer wieder wurden auch Befürchtungen laut, die Bevölkerung werde umgangen. Auch diesbezüglich kann ich den Stadtrat beruhigen. Jede Nutzungsänderung - sofern sie aufgrund des Landschaftsschutzes überhaupt machbar wäre - benötigte eine Volksabstimmung.

Die UrheberInnen der Interpellation zeigten sich erstaunt über die öffentliche Ausschreibung der Nutzung dieses Gebietes. Die Überlegung dahinter war, Interessierten die Möglichkeit zu geben, Ideen und Vorschläge einzubringen. Der Gemeinderat wollte unbedingt den Eindruck vermeiden, das Gebiet einer neuen Nutzung zuführen zu wollen, zumal eine solche Absicht nicht bestand. Herr Grupp, der Gemeinderat ist von den Eingaben enttäuscht. Er hat noch nicht das erhalten, was er sich gewünscht hätte und überlegt sich nun, eine neue Ausschreibung durchzuführen. Insbesondere ist der Gemeinderat deshalb wenig glücklich, weil auch er aufgrund der meisten Ideen - wie bereits Frau Rüfenacht erwähnte - Mehrverkehr befürchtet. Einen solchen will der Gemeinderat nicht, beschränkt dadurch aber auch die Nutzungsmöglichkeiten. Deshalb wartet der Gemeinderat gespannt auf neue Ideen.

Die UrheberInnen der Interpellation sagen, die öffentliche Hand solle den Erhalt der Gebäude finanzieren. Während der Diskussion zum vorangehenden Traktandum gab es Stadtratsmitglieder, welche die Bahnüberführung Schweizersbodenweg aus finanziellen Gründen ablehnen wollten. Der Kampf ums Geld wird wohl ewig währen. Die Gebäude beim Berghaus sind geschützt und können nur unter Auflagen und für bestimmte Nutzungen abgetreten werden. Falls Private dennoch Interesse haben, wäre es durchaus denkbar, dass sie die notwendigen Sanierungen selber vornehmen und somit öffentliche Gelder eingespart werden können. Es ist schlicht und einfach ein Gebot der Stunde, da die Stadt nicht Geld für alles hat. Es müssen also private Interessenten gesucht werden, die bereit sind, solche Investitionen zu tätigen. Wie gesagt, ist der Gemeinderat aber noch nicht am Ziel. Wenn auch die zweite Ausschreibungsrunde keine befriedigenden Ergebnisse liefert, wird er die Entwicklung des Gebiets Berghaus tatsächlich selber an die Hand nehmen müssen. Eine gute Idee allein nützt aber noch nichts, wenn kein Partner für die Umsetzung gefunden werden kann. Es wäre auch nicht sinnvoll, das Berghaus jetzt zu verändern oder zu sanieren, wenn noch gar nicht klar ist, wie es später genutzt werden soll. Das muss Hand in Hand gehen. Der Schutz des Gebietes könnte aber bereits realisiert werden.

Dazu braucht es aber eine grundlegende Erneuerung, welche zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht sinnvoll ist. Der Gemeinderat will, dass das ganze Gebiet Berghaus öffentlich zugänglich bleibt. Sollten die Gebäude von jemandem bewohnt werden, wären diese allerdings nicht öffentlich zugänglich. Dies sind sie auch heute nicht, was aber in den Augen des Gemeinderats auch nicht nötig ist. Die Umgebung des Berghauses soll aber weiterhin öffentlich zugänglich sein. Deshalb muss dort eine Nutzung vorgesehen werden, die einerseits die Pflege dieses Gebiets sichert und andererseits weiterhin der Öffentlichkeit den Zugang erlaubt.

Grupp Christoph, Grüne: Ich profitiere von der Gelegenheit, noch eine weitere Frage zu stellen. Ich entnehme den Worten des Stadtpräsidenten, dass nochmals das gleiche Ausschreibungsverfahren angewandt werden soll, um Ideen zu sammeln. Wieso soll dieser zweite Anlauf erfolversprechender sein als der erste? Handelt es sich nochmals um das genau gleiche Verfahren oder wurden einige Parameter geändert, so dass diesmal bessere Resultate erwartet werden dürfen?

Fehr Erich, Finanzdirektor: Der Gemeinderat überlegt sich noch, wie diese zweite Ausschreibung im Detail aussehen soll. Selbstverständlich bringt eine unveränderte zweite Ausschreibung nichts. Es muss fokussierter vorgegangen werden. Allenfalls könnten über gewisse Fachkreise und -publikationen Personen angesprochen werden, die an solchen Themen interessiert sind. Sobald der Gemeinderat weiss, wie er vorgehen will, wird er entsprechend handeln.

38. Interpellation urgente 20110372, Stefan Kaufmann, Forum, "PJA et Service de révision: situation actuelle et future?"

(Texte de l'interpellation urgente et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

L'interpellant est **satisfait** de la réponse.

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Ich danke dem Gemeinderat für die Beantwortung dieser Interpellation. Entsprechend dem nachfolgenden Traktandum, bei welchem es um zustimmende oder ablehnende Kenntnisnahme gehen wird, kann man bei Interpellationen nicht halb- oder viertelbefriedigt sein, darauf werde ich aber noch zurückkommen...

Die Interpellation war in zwei Teile gegliedert. Die Beantwortung des ersten Teils ist umfassend und entspricht der Fragestellung. Offenbar wurden Massnahmen ergriffen, um die im Bericht Langenegger / Jäggi angemahnten Probleme beim Erwachsenen- und Jugendschutz zu beheben. Mit der Umsetzung wurde bereits begonnen, zum Teil ist sie auch schon abgeschlossen. Das ist gut. Ob und in welcher Form die Massnahmen Auswirkungen auf das Arbeitsklima haben werden, wird die Zukunft zeigen. Die Beantwortung des zweiten Teils umschiffte der Gemeinderat und sie fällt relativ diffus aus. Es ging um die Frage der fachlichen Qualifikation des Revisorats. Kommt die Geschichte zu einem guten Abschluss? Die Fraktion Forum hofft es. Sie hofft sehr, dass auf dieser Dienststelle jetzt die nötige Ruhe einkehren wird und dass mit der Reform 2013 die Strukturen und Arbeitsbedingungen so sein werden, dass die Stadt den EJS dem Kanton geordnet übergeben kann. Im Nachhinein muss man sich

fragen, ob der enorme Druck durch Vormundschaftskommission, GPK, Parlament und Presse wirklich nötig war, damit etwas passierte. Ich bin davon überzeugt, dass den Problemen hätte vorgebeugt werden können. Ich bin aber auch überzeugt davon, dass die Reaktionen von Vormundschaftskommission, GPK und des Parlaments richtig waren. Es ist die Aufgabe der Milizorgane, die Verwaltung und politische Führung zu kontrollieren. Ich habe das Gefühl, dies habe im vorliegenden Fall gut funktioniert, wenn auch mit etwas viel Lärm und möglicherweise einigem zerschlagenen Geschirr. Obschon der zweite Teil nicht zur vollen Zufriedenheit beantwortet wurde, bin ich von der Beantwortung im Grossen und Ganzen befriedigt.

39. Motion 20110313, Andreas Bösch, Les Verts, "Prise de connaissance positive ou négative par le Conseil de ville"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 3)

Le Conseil municipal propose au Conseil de ville de transformer la motion en postulat et de le transmettre comme tel au Bureau du Conseil de ville.

Bösch Andreas, Grüne: Der Titel der Motion sagt eigentlich alles und ich danke für die Beantwortung. Daraus wird ersichtlich, dass Änderungen in der Geschäftsordnung in der Kompetenz des Stadtrates liegen (Art. 32 Abs. 3 Stadtordnung, SGR 101.1). Somit möchte ich mich an dieser Stelle dafür entschuldigen, dass ich meine Motion an den falschen Adressaten richtete, nämlich an den Gemeinderat statt an das Stadtratsbüro. Mein Anliegen wurde aber ernst genommen. Allerdings steht im Text, Kenntnisnahmen seien eine Ausnahme. Mir scheint aber, dass solche im Stadtrat relativ häufig vorkommen. Ich bin guten Mutes, dass das Stadtratsbüro nach der Prüfung dieses Vorstosses eine gangbare Lösung vorschlagen wird und der Stadtrat anschliessend darüber beschliessen kann, ob er eine solche Änderung will oder nicht. Mit der Umwandlung in ein Postulat bin ich einverstanden.

Baltzer Niklaus, Stadtratsbüro: Es geht in dieser Motion darum, ob der Stadtrat Geschäfte ablehnend oder zustimmend zur Kenntnis nehmen können soll. Dazu möchte ich aber nicht Stellung nehmen. Es geht mir mehr um den formellen Aspekt des Vorstosses. Offenbar liegt ein Missverständnis vor. Ich habe heute mit der Stadtschreiberin telefoniert und sie gefragt, wie es mit diesem Vorstoss genau weitergehen soll. Sie erläuterte mir, erst müsse die Stadtordnung grundsätzlich eine Kenntnisnahme vorsehen, erst dann könne man sie auch auf die Geschäftsordnung des Stadtrats hinunterbrechen. Ausserdem sei die Stadtordnung ohnehin momentan in Revision. Sie würde daher die Kenntnisnahme durch den Stadtrat gemäss heutigem Entscheid in die Überarbeitung der Stadtordnung aufnehmen. Eine Anpassung der Geschäftsordnung wäre erst in einem zweiten Schritt erforderlich. In diesem Sinn möchte das Stadtratsbüro die Verantwortung für die Erfüllung des Vorstosses vorerst zurückgeben. **Es beantragt deshalb, den Satzteil "und dem Stadtratsbüro zur weiteren Prüfung zu überweisen" zu streichen.** Wer welche Änderungen formell vornehmen wird, muss später geklärt werden.

Fehr Erich, Finanzdirektor: Ich möchte niemanden persönlich beleidigen, trotzdem möchte ich den Volksmund "zwei Juristen, drei Meinungen" zitieren... Die Frage, in

welchem Erlass die Kenntnisnahme geregelt werden soll, kann durchaus unterschiedlich beurteilt werden. Mit der von Herrn Baltzer vorgebrachten Überlegung kann ich aber leben. Es stimmt, dass der Gemeinderat derzeit daran ist, die Stadtordnung zu entrümpeln. Von einer Revision würde ich aber nicht sprechen. Es gibt aber verschiedene Bestimmungen, die im Lauf der letzten 16 Jahre nicht an die veränderten Verhältnisse angepasst wurden. Dabei denke ich beispielsweise auch an die Kantonalisierung des Erwachsenen- und Jugendschutzes (EJS), wo die Kompetenz von der Stadt auf den Kanton übergeht. Allein deshalb ändert aber die Stadtordnung noch nicht. Es gibt aber auch noch weitere Veränderungen, die nun aufgearbeitet werden sollen. Deshalb bin ich damit einverstanden, die Erfüllung des Vorstosses erst auf dieser Ebene zu prüfen. Sollte es sich aber zeigen, dass die grundsätzliche Regelung der Kenntnisnahme nicht auf Stufe Stadtordnung geregelt werden muss, kann der Stadtrat immer noch über das weitere Vorgehen befinden. Schlussendlich muss er aber selber sagen, welche Instrumente er sich wünscht. Bei anderer Gelegenheit wurde ja auch schon darüber diskutiert, ob es nicht wünschenswert wäre, die Palette der politischen Instrumente generell zu erweitern. Ich denke dabei an die Stichworte Planungserklärung oder Richtlinienmotion. Auch eine solche Überarbeitung könnte bei dieser Gelegenheit geprüft werden. Wenn ferner der letzte Satz des Antrages schon angepasst werden soll, müsste er übrigens auch gleich noch ergänzt werden mit "und erheblich zu erklären". Ich nehme an, dass der Gesamtgemeinderat mit dieser Änderung einverstanden ist.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Nous allons voter les propositions faites par Monsieur Baltzer et le Maire, au nom du Conseil municipal. Ils proposent donc au Conseil de ville de transformer la motion en postulat et de l'adopter comme tel.

Vote

Les propositions sont acceptées.

40. Motion interpartis, 20110312, Niklaus Baltzer, Groupe PS, Christoph Grupp, Groupe Les Verts, "Stratégie pour augmenter la part des transports publics dans le trafic routier"

(Texte de la motion interpartis et réponse du Conseil municipal, voir annexe n^o 4)

Le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter la motion et de la radier du rôle comme étant réalisée.

Grupp Christoph, Fraktion Grüne: Ich möchte dem Gemeinderat für die sehr ausführliche Antwort herzlich danken. In der Antwort geht er auf viele der aufgebrachten Aspekte ein. So beantwortet er sehr ausführlich, welche Elemente einer Strategie bereits vorliegen. Die Antwort lässt erkennen, dass für die Förderung des öffentlichen Verkehrs (öV) bereits sehr viel getan wurde. Ob der Anteil des öV am Gesamtverkehr weiter gesteigert werden kann, hängt wahrscheinlich zu einem grossen Teil vom künftigen Regiotram ab. Daneben können aber auch das Netz der

Verkehrsbetriebe Biel, die Busse, die Frequenzen, die Linien und die Convenience für die Nutzenden optimiert werden. Einiges davon wurde bereits realisiert. Der Gemeinderat gab aber keine Antwort auf die Frage, wie die Strategie ohne Regiotram aussehen würde. Offenbar wurde diese Frage mit Stirnrunzeln zur Kenntnis genommen, einzelne haben sich darüber vielleicht auch aufgeregt. Die Motionäre waren der Ansicht, eine Strategie müsse unter Berücksichtigung aller möglichen Varianten erarbeitet werden, also auch eine Variante ohne Regiotram. Hinzu kommt, dass die Beantwortung dieser Frage aufzeigen würde, weshalb das Regiotram so wichtig ist.

Die Motionäre sind mit der Antwort dennoch grösstenteils zufrieden. Eine zentrale Frage wurde aber nicht beantwortet, auch wenn dies im ersten Moment spitzfindig tönen mag, ist es das nicht. Die Motion fordert eine Strategie, mit dem Ziel, den Anteil des öV am Gesamtverkehr zu steigern. Es geht also um ein relatives Verhältnis zwischen dem öV und dem motorisierten Individualverkehr (MIV). Dieses Verhältnis kann einerseits dadurch verbessert werden, dass der öV-Anteil gesteigert wird, andererseits aber auch durch Senkung des MIV-Anteils. Das bedeutet, dass auch Massnahmen geprüft werden müssten, die dazu führen, dass der MIV weniger attraktiv wird. Dieser Teil der Motion blieb vom Gemeinderat nahezu unberücksichtigt. Die Massnahmen im Bereich des öV werden in der Antwort recht ausführlich beschrieben. Die Frage zum MIV wird aber kaum beachtet.

Die Motionäre sind daher damit einverstanden, die Motion erheblich zu erklären. Mit der Abschreibung sind sie aber zum jetzigen Zeitpunkt nicht einverstanden. Es fehlen noch zu viele Antwortelemente. Nicht zuletzt ist das Regiotram noch nicht so weit gediehen, dass von einer Umsetzung der Strategie dank dem Regiotram ausgegangen werden kann. Die Motionäre **beantragen deshalb, die Motion erheblich zu erklären, aber nicht als erfüllt abzuschreiben.**

Baltzer Niklaus, Fraktion SP: Die Stadt hat das Problem, dass der Verkehr stetig zunimmt. Dem Gemeinderat und den Verkehrsbetrieben gelang es aber bisher, den Anteil des öV trotz des wachsenden Verkehrsaufkommens zu halten. Dennoch nimmt der Gesamtverkehr zu. Mittel- und langfristig geht es nun aber darum, den Anteil des öV zu erhöhen. Je mehr Personen den öV benutzen, desto mehr Platz bleibt für den verbleibenden MIV. In diesem Sinn müsste der öV dringend noch stärker gefördert werden als bisher. Es ist klar, dass dies nicht ein rein städtisches, sondern ein regionales Problem ist. Die Stadt kann dazu aber Strategien entwickeln und diese offenlegen. Deshalb möchten die Motionäre an der Motion festhalten. Durch sie erhalte der Gemeinderat auch die Gelegenheit, der Bevölkerung früher oder später zu erklären, welche verkehrsf flankierende Massnahmen im Zusammenhang mit der A5 sind. Es wäre sicher sinnvoll, wenn diese Teil der Gesamtstrategie sind. Auch für die Überzeugungsarbeit zum Regiotram könnten strategische Überlegungen nützlich sein. Wie Herr Grupp bereits sagte, möchten die Motionäre die Motion auch aus diesen Gründen nicht als erfüllt abschreiben.

Löffel Christian, Fraktion Forum: Die Motionäre arbeiteten in ihrem Vorstoss mit Prozentzahlen und stellten Vergleiche an. Man könnte fast sagen, sie verwendeten statistische Zahlen. Ich weiss nun nicht, ob ich mich dazu äussern soll, denn im Stadtrat sitzt ein grösserer Spezialist als ich, der das besser beurteilen kann... Der vorliegende Vorstoss wurde auch in der Fraktion Forum diskutiert. Sie stellte

ebenfalls fest, dass der Gemeinderat sehr ausführlich antwortet. Der öV muss aber nicht nur Biel spezifisch betrachtet werden. Entsprechende Ausführungen sind im Richtplan Siedlung und Verkehr enthalten. Die Fraktion Forum ist der Meinung, dass dies im Moment ausreicht und keine speziellen Strategien ergriffen werden müssen. Ich möchte dem Stadtrat deshalb beliebt machen, dem Gemeinderat zu folgen und die Motion abzuschreiben.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke den Motionären dafür, dass sie mit der Antwort des Gemeinderats grösstenteils einverstanden sind. Diese ist tatsächlich recht ausführlich und schon fast eine Art Strategiepapier. Der öV-Anteil soll mittels drei Stossrichtungen erhöht werden: Angebotsverbesserung, neues Verbundsystem und Regiotram. Was die Angebotsverbesserung angeht, verabschiedete der Gemeinderat letzten Freitag eine Vernehmlassung an die regionale Verkehrskonferenz. Er wünscht sich zum Beispiel einen besseren Taktfahrplan für die Linie 11 oder eine neue Linie 1. Zum Verbundsystem wurde beschlossen, dass sich die Verkehrsbetriebe Biel dem Libero-Verbund anschliessen, was den öV attraktiver werden lässt. Zum Regiotram wird im Moment eine Zweckmässigkeitsbeurteilung vorgenommen. Der Gemeinderat ist der Meinung, dass das Tram die einzig richtige Lösung ist, um den öV-Anteil weiter anzuheben. Eine Variante ohne Tram prüfte er nicht, weil eine solche für ihn nicht in Frage kommt. In der Zweckmässigkeitsbeurteilung steht, dass ein Tram die Bieler Verkehrsprobleme lösen könnte. Die Tramdebatte muss aber nicht zum jetzigen Zeitpunkt geführt werden. Natürlich stellt sich auch die grosse Frage, wie der MIV reduziert werden kann. Vielleicht fiel die Antwort auf diese Frage tatsächlich nicht so ausführlich aus. Ein ausgebauter öV wird aber sicher zu Lasten des MIV gehen. Es ist aber relativ schwierig, dazu etwas zu sagen. Zur Zeit werden nur Einzelmassnahmen in den Quartieren umgesetzt, damit der MIV gelenkt werden kann. Gerade im Zusammenhang mit den verkehrsf flankierenden Massnahmen zur A5 eröffnen sich aber weitere Möglichkeiten. Auch diejenigen, die sich bereits auf die A5 freuen, werden vielleicht überrascht sein, welchen Einfluss diese auf den MIV hat. Grundsätzlich bin ich der Meinung, dass die vorliegende Beantwortung auch als Strategiepapier gesehen werden kann. Was will man mehr? Ich brauche keinen Verkehrsexperten anzustellen, der zu den 100 bestehenden Papieren noch ein weiteres hinzufügt. Die Stossrichtung des Gemeinderats ist klar. Wenn die Motionäre die Motion nicht abschreiben wollen, kann der Gemeinderat aber damit leben.

Vote

La proposition des motionnaires, d'adopter la motion et de ne pas la radier du rôle est acceptée.

41. Motion 20110314, Daphné Rüfenacht / Pablo Donzé, Groupe Les Verts, "Réduction du bruit de l'aviation acrobatique"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 5)

Le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter la motion et de la radier du rôle comme étant réalisée.

Donzé Pablo, Les Verts: Les motionnaires remercient le Conseil municipal de sa réponse et les efforts entrepris depuis le dépôt de cette motion. La Ville de Bienne s'est associée aux communes seelandaises qui ont déposé une plainte auprès de l'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC) pour demander une réduction des nuisances sonores de l'aviation. En effet, le plaisir d'une petite minorité provoque des nuisances continues et importantes pour la population de notre Ville et de la région. Notre but n'est pas d'empêcher les personnes de s'amuser, mais ces activités doivent se réaliser dans un cadre restreint. Il s'agit d'une question de respect. L'employé(e) suisse sacrifie sa vie à son employeur ou à son employeuse. Les fins de semaine, il n'a pas de résidence secondaire où il peut se retirer pour apprendre le hollandais ou le russe avec sa charmante voisine! Il semble, dès lors, justifié qu'il puisse, à défaut d'avoir suffisamment de vacances, de profiter de la quiétude à laquelle il aspire, sans devoir subir les vrombissements répétés de son capricieux patron. Je finis sur une question de cohérence. Les vols en hélicoptère, pendant la durée de la Foire de Bienne, ont permis aux employé(e)s de se venger. C'était sympa en 2011, mais tout le monde sait que la vengeance n'est pas un moyen adéquat, pour s'attirer le respect de l'autre. Les motionnaires comptent sur le Conseil municipal, pour qu'il propose au Comité de la Foire de Bienne, d'autres moyens de s'amuser au bord du lac. Il n'y a pas de raisons de pénaliser que les privilégiés.

Hadorn Werner, SP: Als ich dieses Geschäft las, wurde ich etwas zornig. Ich finde, sowohl im Text der Motion als auch bei der Antwort des Gemeinderats wurde gefuscht und schlecht recherchiert. Das sage ich nicht, weil ich selber früher Pilot war und häufig FluglärmgegnerInnen zum Mitfliegen einlud. Ich kann mich übrigens nicht erinnern, dass einmal jemand abgelehnt hat, alle kamen mit. Fluglärm ist immer ein Thema. Ich erkundigte mich nach den Fakten. Diese sagen etwas anderes als die Unterlagen zum Geschäft. In der Region Bielersee finden tatsächlich pro Jahr nur 120 Kunstflüge, verteilt auf ungefähr 60 Tage, statt. Diese dauern maximal 15 Minuten, und zwar aus dem einfachen Grund, dass für Loopings nicht zu viel getankt werden kann. Die Anzahl aller Flüge ist seit 10 Jahren stabil. Es gab also über dem Bielersee weder mehr Flüge noch mehr Lärm durch Kunstflüge. Zudem dürfen Kunstflüge nicht über stark besiedeltem Gebiet durchgeführt werden und müssen mindestens 500 m über Grund stattfinden. Das wird kontrolliert. Die Lärmbelastung wurde in der Region Biel nie gemessen. Andernorts wurde sie aber gemessen und ich bin überzeugt, dass sie nicht grösser ist als bei einem vorbeifahrenden Töffli. Von der Eisenbahn will ich punkto Lärmbelastung gar nicht sprechen...

Auf dem Flugplatz Biel-Kappelen sind nur zwei Flugzeuge stationiert, die für Kunstflüge geeignet sind. Von mehreren Dutzend Piloten können und dürfen nur drei Kunstflüge durchführen. Auf dem Flugplatz Grenchen gibt es vier Kunstflugpiloten. 2011 gingen beim Flugplatzchef von Biel-Kappelen 50 telefonische Beschwerden ein. Davon betrafen 90% Flüge der Luftwaffe. Ich komme noch darauf zurück. Der

Korridor über dem Bielersee, von welchem in der Antwort des Gemeinderats die Rede ist, existiert gar nicht. Ich weiss nicht, woher dieser Ausdruck kommt. Es gibt Luftstrassen und es gibt über den Flugplätzen zylinderförmige Zonen, in welchen die Flüge kontrolliert werden. Sie dienen in erster Linie dem Instrumentenflug und den Verkehrsflugzeugen. Diese verfügen über Transponder und müssen sich anmelden, können so von der Flugüberwachung auf den Bildschirmen verfolgt und kontrolliert und gegebenenfalls gar bestraft werden. Ich habe das einmal bei Zürich erlebt. Ein anderer Pilot verhielt sich so krass, dass ihm die Flugüberwachung im Tower empfahl, er solle der Sonne nachfliegen und ihn nicht in den Zürcher Flugraum liess.

Die Piloten auf dem Flugplatz Biel-Kappelen betreiben ihre Aktivitäten mit viel Rücksicht auf die Umwelt, es gibt dafür extra Schulungen. Zudem wurde auf diesem Flugplatz als einer der ersten der Schweiz der Kunstflug reglementiert. Die drei Bieler Kunstflugpiloten dürfen nur in fünf definierten Trainingsräumen und an zwei Wochentagen pro Woche fliegen. Es darf also kein einziger Bieler Kunstflugpilot über dem Bielersee trainieren!

Ursache für die Lärmbelastungen sind somit nicht die Kunstflüge, sondern der neue Trainingsraum für PC21-Flugzeuge der Armee über dem Chasseral. Diese Militärflüge verursachen tatsächlich aggressiven Lärm. Die Militärpiloten absolvieren während einer bis drei Wochen Dienst und trainieren werktags bis zu viermal täglich während jeweils ungefähr 15 Minuten. Der diesbezügliche Lärm ist viel aggressiver als derjenige der Kunstflieger. Deshalb bin ich gegen diese Motion, auch wenn ich mir damit bei SP und Grünen wenig Freunde schaffen werde - vielleicht gelingt mir dies ja bei anderer Gelegenheit... (*Gelächter*). Eigentlich müsste somit gegen die Armeeflüge protestiert werden, denn diese sind zu 95% für den Lärm verantwortlich. Weniger Militärflugzeuge ergäben also auch weniger Lärmbelastung - vielleicht bringt mir diese Aussage wieder ein paar Freunde bei SP und Grünen...

Némitz Cédric, PSR: J'ai bien sûr été informé par notre camarade Werner Hadorn sur ces questions de vols. Personnellement, j'habite le quartier de Mâche et en été, des avions survolent constamment le quartier. Ce ne sont ni des avions militaires, ni des avions d'acrobatie, mais de simples avions de plaisance, qui décollent probablement de la place d'aviation de Granges et qui se dirigent en direction du lac, en survolant la Ville. La règle ne permet, semble-t-il pas, de survoler le sud de la Ville or, le quartier de Mâche se trouve justement au sud de la Ville. Ces avions ne doivent, semble-t-il pas, survoler à moins de 500 mètres d'altitude, alors qu'ils rasant pratiquement le quartier. En été, les avions défilent les uns après les autres. Ce sont surtout des avions de tourisme, pilotés par des personnes, qui ont les moyens de se payer ce genre de frivolités. Que fait la police? Il y a des règles, mais personne ne les applique, d'autant plus qu'il n'y a pas de police pour régler et amender les personnes, qui ne respectent pas ces règles...

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke für die Zustimmung und kann mich kurz fassen, da der Antrag des Gemeinderats ja nicht bestritten wird. Auch ich bin vom Wissen von Herrn Hadorn beeindruckt und habe viel gelernt. Zu der Frage von Herrn Némitz: vor sieben Jahren behandelte der Stadtrat die Motion 20050651, Urs Brassel, Reduzierung des Fluglärms über dem Gebiet der Stadt Biel. Es war der erste Vorstoss, den ich als Baudirektor beantworten durfte. Darin wurde erklärt, dass es gewisse Flugschneisen gibt und Piloten nicht einfach herumfliegen und landen

können, wie es ihnen passt. Dabei spielen auch die Flugbewegungen in Belp eine Rolle, da sich die Flugschneisen verändern, wenn grosse Flugzeuge Belp anfliegen. Die Frage war aber, wer diese Flugbewegungen überprüft. Dies macht das Bundesamt für Zivilluftfahrt (BAZL) (- und, für einmal, nicht die SIP...).

Vote

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

42. Postulat 20110316, Nathan Güntensperger, PVL, "Véhicules électriques pour ESB et la Ville"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 6)

Le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat.

Güntensperger Nathan, GLP: Ich danke dem Gemeinderat für die wohlwollende Aufnahme meines Vorstosses und bin froh, dass meine Überlegungen bei der zukünftigen Fahrzeugbeschaffung miteinfließen. Es ist klar, dass es zurzeit noch nicht für alle Fahrzeugklassen Elektro- oder Hybridlösungen gibt. Damit ist auch klar, dass heute niemals die ganze Fahrzeugflotte mit Elektro- oder Hybridfahrzeugen bestückt werden kann. So sehe ich meinen Vorstoss denn auch eher als Konzept, als Blick in die Zukunft oder als eine Absichtserklärung. Trotzdem möchte ich noch einige Gedanken zu diesem Thema ausführen:

Es ist nicht so, dass mit einem Wechsel auf Elektrofahrzeuge alle Probleme gelöst wären. Es reicht nicht, einfach ein bestehendes Auto mit Benzinmotor durch eines mit Elektroantrieb zu ersetzen, denn so lässt sich nicht viel Energie einsparen. Das Hauptproblem der heutigen Autos sind deren Grösse und das Gewicht. Nur wenn auch dort Abstriche gemacht werden, kann Energie und CO₂ in grösserem Umfang eingespart werden. Damit geht aber ein gewisser Komfortverlust einher. Ein weiterer Punkt betrifft den verwendeten Strom. Wie eine Untersuchung des VCS zeigt, sind Elektrofahrzeuge vor allem dann ökologischer als konventionelle, wenn dafür ausschliesslich Strom aus erneuerbaren Energiequellen verwendet wird. Es macht also keinen Sinn, mit einem Elektrofahrzeug herumzufahren, dessen Strom aus einem Kohlekraftwerk stammt. Aus diesem Grund muss das Konzept auch die Verfügbarkeit von erneuerbarer Energie in der Stadt Biel berücksichtigen. Ein weiterer Aspekt sind ferner die Energiekosten. Diese werden sinken, da kleinere Fahrzeuge weniger Energie verbrauchen. Zudem kann die benötigte Energie vor Ort produziert werden. Damit wird auch klar, dass das für Energiekosten ausgegebene Geld in der Region bleibt und nicht in die Tasche von irgendwelchen Ölmultis fließt. Daraus würde eine Stärkung der lokalen Wirtschaft resultieren und gleichzeitig würde die Unabhängigkeit bei der Energieversorgung erhöht.

Seit bald drei Jahren fahre ich ein Twike. Sicher sahen mich einige schon damit herumfahren. Dieses Fahrzeug hat auf 100 km einen Stromverbrauch, welcher umgerechnet 0,5 bis 0,8 Litern Benzin entspricht. Ich werde immer wieder von Leuten

mit leicht verächtlichem Grinsen gefragt, ob das Twike sicher sei, ob es nicht etwas komisch sei, damit herumzufahren und ob es nicht einfach nur eine Spinnerei sei. Ich finde es seltsam, dass ich mich gegenüber Leuten rechtfertigen soll, die mit 2,5 Tonnen Blech durch die Gegend fahren. Der Einsatz von umweltfreundlicheren Fahrzeugen durch die Stadt und durch den ESB könnte eine Vorbildfunktion erfüllen und den Leuten zeigen, dass solche Fahrzeuge im täglichen Gebrauch durchaus brauchbar und wünschenswerter sind, als herkömmliche Fahrzeuge mit einem Gewicht von 2,5 Tonnen.

Freuler Fritz, Fraktion Grüne: Die Fraktion Grüne unterstützt dieses Postulat selbstverständlich. Die Frage nach einer sinnvollen und nachhaltigen Mobilität muss immer wieder gestellt werden. Dazu zählt auch der Langsamverkehr. Die Fraktion Grüne ist auch zufrieden mit der Antwort des Gemeinderats, der ein generelles Mobilitätsmanagement-Projekt entwickeln will. Das Wesentliche über Verkehr wurde heute Abend bereits gesagt. Ich möchte trotzdem noch zwei Bemerkungen anfügen. Das Postulat bezieht sich auf die Stadtverwaltung und auf den ESB. Ich fragte mich, ob dieses Projekt für den 2013 auszugliedernden ESB noch in der Kompetenz des Stadtrates liegt. Mit Genugtuung habe ich von der zuständigen Direktorin erfahren, dass dies der Fall ist. Damit sollte auch klar sein, dass die anderen, bereits ausgelagerten, Betriebe, welche der Postulant und auch der Gemeinderat offenbar vergessen haben, auch in das Konzept einbezogen werden. Die zweite Bemerkung: Es ist sehr gut, dass sich der Stadtrat solchen Service Public-Anliegen widmet. Damit kann der Fahrzeugpark so ausgestaltet werden, dass er bei einer sinnvollen Nutzung für die Bieler Bevölkerung den geringstmöglichen Schaden anrichtet. Mit den rund 200 Fahrzeugen, die damit zur Diskussion stehen, kann zwar höchstens ein Zeichen gesetzt werden, jedoch ein wichtiges. Das soll die Stadtverwaltung auch machen. Das Wesentliche sind aber die 10'000 Autos der Pendler sowie die Last- und Lieferwagen, welche tagtäglich durch unsere Stadt fahren. Diese sind am meisten für die Verkehrsprobleme verantwortlich. Natürlich kann der Stadtrat auf diese privaten Fahrzeuge keinen direkten Einfluss nehmen. Die Grünen werden deshalb zusammen mit ihren Partnerorganisationen eine Initiative für eine langfristige und nachhaltige Verbesserung der Bieler Verkehrssituation lancieren.

Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin: Anscheinend ist die Erheblicherklärung des Postulats unbestritten. Besten Dank dafür. Ursprünglich war die Baudirektion für dieses Projekt zuständig, die Sicherheitsdirektion hätte nur einen Mitbericht verfassen sollen. In der Zwischenzeit wechselte aber die Federführung, zwar liegt die Federführung für das Mobilitätsmanagement insgesamt weiterhin bei der Baudirektion. Für das Teilprojekt Flottenmanagement ist aber die Sicherheitsdirektion zuständig, und zwar nicht nur wegen dem ESB. Deshalb erachtete es der Gemeinderat als opportun, dass die Sicherheitsdirektion die Antwort auf das Postulat verfasst. Das Mobilitätsmanagement, welches seit letztem Jahr gilt, geht damit weiter als der Vorstoss. Die Stadt, inklusive ESB, nehmen an einem Programm von Energie Schweiz teil, welches letztes Jahr gestartet wurde. Schon Ende dieses Jahres sollte es abgeschlossen sein und die verschiedenen Teilprojekte werden dann zu einem Abschluss gebracht. Das Programm beinhaltet ein Leitbild, das beispielsweise das Verkehrsverhalten der städtischen Angestellten, Dienstfahrten und das Flottenmanagement regelt. Es ist wichtig, dass die Stadt alle notwendigen Fahrten mit möglichst wenigen Fahrzeugen erledigen kann. Beim ESB funktioniert das bereits recht gut. Die ESB-Flotte konnte bereits reduziert werden, da ein Reservationssystem

eingeführt wurde und nicht mehr alle das eigene Auto brauchen. Fahrzeugbeschaffung und Fahrtechnik sind weitere Aspekte. Das Programm sucht aber auch Antworten auf Fragen zum Pendlerverkehr. Wie werden die Mitarbeitenden dazu gebracht, den Arbeitsweg nicht mehr mit dem Auto zurückzulegen? Können Anreize geschaffen werden, dass sie eher zu Fuss, mit dem Velo oder mit dem öffentlichen Verkehr zur Arbeit fahren? Auch die Parkplätze der Mitarbeitenden werden eine Knacknuss sein. Alle Teilprojekte sollen bis Ende Jahr abgeschlossen werden. Wie gesagt, machte der ESB bei diesem Programm von Anfang an mit und er führt diese Projekte in enger Zusammenarbeit mit der Stadt durch. Ob nun auf Anregung der Fraktion Grüne auch noch CTS (Congrès, Tourisme et Sport SA) und die VB (Verkehrsbetriebe Biel) einbezogen werden, muss abgeklärt werden. Im Moment ist dies nicht vorgesehen, kann aber mit den Projektverantwortlichen sicher noch diskutiert werden.

Vote

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

43. Postulat 20110315, Hans-Ulrich Köhli, Nathan Güntensperger, PVL, "Adaptation de la procédure d'appels d'offres concernant les projets de construction de la Ville de Bienne"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 7)

Le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter les points 1, 2 et 3 du postulat et de les radier du rôle comme étant réalisés et de rejeter le point 4.

Güntensperger Nathan, GLP: Ich danke dem Gemeinderat für seine Antwort und dafür, dass er auf die Anliegen der Postulanten mehrheitlich eingeht. Trotzdem möchte ich noch ein paar Gedanken zu diesen Themen und zu den einzelnen Punkten anbringen.

Zu Punkt 1: In meinen Augen wäre es wichtig, dass im Jurybericht die Kosten der einzelnen Projekte ausgewiesen werden. Nur so kann betreffend der finanziellen Aspekte Transparenz geschaffen werden. Wenn bereits ersichtlich ist, dass das Siegerprojekt 20% mehr kostet als ein anderes, kann der Stadtrat dann entsprechende Fragen stellen. Zum Schulhaus Châtelet erhielt ich vom Baudirektor die Antwort, die verschiedenen Projekte hätten ungefähr gleich viel gekostet. Das erstaunt mich. La Neuveville plante für CHF 9 Mio. ein neues Schulhaus mit Räumlichkeiten für acht Klassen, einer kleinen Aula und einem grossen Eingangsbereich. Für dieses Geld erhält Biel gerade mal eine Turnhalle: drei Wände, eine Glasfront, ein Untergeschoss und Garderoben.

Zu Punkt 2: Die ökologischen Aspekte sollten meiner Meinung nach nicht nur zusätzlich berücksichtigt werden, sondern zentraler Bestandteil der Projekte sein. Die Gebäude sollten in Zukunft nicht nur allein einem Gebäudezweck dienen, sondern auch möglichst viel der darin verbrauchten Energie selber produzieren. In meinen

Augen handelt es sich um einen krassen planerischen Fehler, wenn bei einer neuen Turnhalle die Dachneigung nach Norden geplant ist und damit eine grosse Dachfläche für eine mögliche Fotovoltaikanlage verschenkt wird. Ebenfalls Bände spricht die Tatsache, dass die Fotovoltaikanlage auf dem bestehenden Turnhallendach der Schule Châtelet nur so gross dimensioniert wird, dass damit die Vorgabe des Energiekonzepts gerade knapp erfüllt werden kann.

Mit den Erläuterungen zu Punkt 3 bin ich einverstanden.

Zu Punkt 4: Aufgrund der Ausführungen des Gemeinderats ist es anscheinend vergabungsrechtlich nicht möglich, die Architektenzahl in einer Jury so zu begrenzen, dass sie nicht die Mehrheit ausmachen. Das finde ich bedauerlich. Die Objektivität von Architekten ist in meinen Augen nicht gegeben, denn sie orientieren sich in erster Linie an architektonischen Aspekten der fraglichen Gebäude. Zweckmässigkeit und Kosten bleiben damit regelmässig auf der Strecke. Dafür gibt es in Biel genügend Beispiele: das Kongresshaus, das Gymnasium auf dem Strandboden, den Bahnhof und in meinen Augen auch das Schulhaus Châtelet. Zudem wird durch die SIA-Regelung, wonach das Architektenhonorar prozentual zur Bausumme bemessen wird, der Kostenfrage nicht genügend Rechnung getragen. Wieso sollen Architekten eine günstigere Variante wählen, wenn dadurch ihr Honorar sinkt? Wieso soll das Jurymitglied Architekt A der Bewerbung von Architekt B Steine in den Weg legen, wenn Architekt B vielleicht in der Jury für ein Projekt von Architekt A sitzt...?

Betreffend der Punkte 1-3 möchte ich abschliessend noch wissen, wo und wie die Absichtserklärungen des Gemeinderats festgehalten werden. Sind diese in einem Reglement oder etwas ähnlichem zu finden? Wie wird gewährleistet, dass die entsprechenden Stellen auch danach handeln? Ansonsten bin ich mit der Antwort und dem Antrag des Gemeinderats einverstanden.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich versuche, mich kurz zu fassen. Aus diesen Ausführungen werden noch gewisse Nachwehen zum Schulhaus Châtelet spürbar. Nochmals zur SIA-Norm 142: Sie ist ein Regelwerk von ungefähr 20 Seiten, in welchem konkret festgehalten wird, was wie gemacht werden muss. Werden diese Regeln nicht eingehalten, kann Beschwerde erhoben werden. Die SIA-Norm 142 ist zwar im kantonalen Baugesetz für ein qualitätssicherndes Verfahren nicht erwähnt. Der Regierungsrat definierte aber letztes Jahr, dass ein qualitätssicherndes Verfahren nur durch Anwendung der SIA-Norm 142 garantiert werden kann. Ergo ist die SIA-Norm 142 heute praktisch Gesetz. Die Stadt muss sich daran halten und jedes Abweichen kann zu einer Beschwerde führen, was wenig sinnvoll ist.

Die Postulanten gehen davon aus, dass ein Wettbewerb ein Projekt verteuert. Meiner Ansicht nach ist das eine Irrmeinung. Ein guter Wettbewerb kann sich auf ein Projekt kostensenkend auswirken, wenn ein Architekt beispielsweise eine günstigere Anordnung der Gebäude vorschlägt. Die Baudirektion prüft jeweils alle eingereichten Projekte. Dabei ist der Kostenaspekt wichtig. Würde aber bei einem Wettbewerb verlangt, dass die Teilnehmenden die Kosten selber schätzen, fürchte ich, dass alle zu tiefe Kostenschätzungen einreichen würden. Stellte sich dann erst während der Realisierung heraus, dass die Kosten höher ausfallen, könnte nicht mehr zurückbuchstabiert werden. Das ist gefährlich. Deshalb beauftragt die Baudirektion üblicherweise im Verlauf des Wettbewerbsverfahrens externe Kostenplaner, welche

die nach einer ersten Auswahl verbleibenden Projekte auf ihre Kosten prüfen. Dieses Verfahren wurde beispielsweise für die Esplanade angewandt. Dort lagen am Schluss drei Projekte vor, für welche die Kostenplaner die Kosten schätzten. Diese Schätzungen beliefen sich auf zwischen CHF 30 Mio. und CHF 40 Mio.. Die Jury machte sich schlussendlich für das günstigste Projekt stark. Es ist also sinnvoller, im Verlauf des Verfahrens Kostenplaner einzubeziehen als die Kostenschätzung durch die Bewerbenden selber machen zu lassen.

Die Baudirektion ist bereit, die gemachten Vorschläge betreffend Ökologie und Nachhaltigkeit zu prüfen. Dadurch muss jedoch ein Aspekt mehr in das Verfahren integriert werden: Ökologen oder Nachhaltigkeitsexperten müssen ebenfalls befragt werden. Damit wird der Wettbewerb aber noch teurer und komplexer.

Zur Frage der Objektivität von Architektenmeinungen in einer Jury möchte ich betonen, dass die gleiche Frage auch beispielsweise für Ingenieure oder Landschaftsgärtner gestellt werden könnte. Es müssen also nicht immer nur die bösen Architekten sein... Ich möchte ferner darauf hinweisen, dass das ganze Wettbewerbsverfahren anonym abläuft, sich die Architekten somit nicht gegenseitig bevorzugen können. Die Architekten in der Jury wissen nicht, von wem welches Projekt stammt. In zwei Jahren wird die Baudirektion demnach einen Bericht vorlegen, wie die erwähnten Absichtserklärungen in konkreten Projekten umgesetzt werden konnten. Ein Reglement wird aber sicher nicht erstellt. Ich danke den Postulanten, dass sie mit dem Antrag des Gemeinderats einverstanden sind.

Vote

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

44. Postulat 20110317, Andreas Bösch, Les Verts, "Plus de trafic de transit dans le quartier des Tilleuls"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 8)

Le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat et de le radier du rôle.

Bösch Andreas, Grüne: Was wollte ich mit diesem Postulat erreichen? Es ist vier Zeilen lang, stellt zwei Forderungen und verlangt einen Termin. Die erste Forderung verlangt Massnahmen zur Unterbindung des Schleichverkehrs im Lindenquartier, die zweite, dass Lösungen zusammen mit der Bevölkerung gesucht werden. Als Termin nenne ich die in Aussicht gestellte Sperrung der Blumenrainbrücke.

Mit diesem Postulat geht es mir nicht darum, jemanden zu schikanieren. Es ist nicht meine eigene Idee und ich habe keinerlei persönliche Interessen daran. Klar ist es mir und vor allem auch der Fraktion Grüne ein wichtiges Anliegen, quartierfremden motorisierten Verkehr von den Quartieren fernzuhalten. Für die Fraktion Grüne ist dies ein wichtiges Element für die Standortattraktivität. Zu diesem Postulat kam es,

weil mich jemand anrief und das erwähnte Problem schilderte. Ich kenne diese Person nicht. Aufgrund des Gesprächs reichte ich also das vorliegende Postulat mit zwei Forderungen und einer Terminfrage ein. Dem Stadtrat liegt nun die Beantwortung vor. Im ersten Teil ist der Gemeinderat mit mir einig und verweist auf die Schwerpunkte der gemeinderätlichen Politik. Im umfangreicheren zweiten Teil werden die Anstrengungen beschrieben, welche im Lindenquartier in den Jahren 2002 und 2003 unternommen wurden. Das sind wichtige Informationen, tun aber wenig zur Sache, denn die Situation im Quartier hat sich seither verkehrsmässig verändert. Auch die Quartierbevölkerung hat sich verändert. Mit der Sperrung der Blumenrainbrücke steht eine spezielle Situation bevor. Damit komme ich zu dem im Postulat erwähnten Termin.

Im zweiten Teil der Antwort wird das Verkehrskonzept rund um die Sperrung der Blumenrainbrücke ausgeführt. Kritische Stellen sollen entschärft werden. Das ist löblich und sicher auch in meinem und im Sinn der Fraktion Grüne. Vom Inhalt her hat es aber nichts mit den Forderungen des Postulats zu tun. Dieses verlangt Massnahmen zur Unterbindung des Schleichverkehrs. Damit sind die Lesenden aber bereits am Ende von Seite 1 angekommen. Hier geht es nun endlich um das Postulat. Es wird erwähnt, dass die Möglichkeit einer Schliessung der Bermenstrasse geprüft wurde. Diese war ja bereits gesperrt, als dort die Kanalisation saniert wurde. Wie mir mitgeteilt wurde, konnte im Quartier dadurch eine deutliche Verkehrsberuhigung festgestellt werden. Der Gemeinderat kommt aber zum Schluss, dass eine erneute Schliessung wegen der Zufahrt zur Klinik Linde und wegen des Busverkehrs nicht in Frage kommt.

Den vierten Teil der Antwort finde ich etwas unverständlich. Der Gemeinderat spricht davon, dass die Schliessung der Bermenstrasse Teil der verkehrlich flankierenden Massnahmen des A5-Ostastes sein soll, danach erklärt er aber, dass diese doch nicht Teil der flankierenden Massnahmen sei, sondern nur eine begleitende Massnahme. Der ganze Abschnitt ist schwer verständlich. Im nächsten Abschnitt wird wieder von der Schliessung der Bermenstrasse allerdings im Jahr 2016/2017 (also weit später als der im Postulat genannte Termin) gesprochen. Zudem enthält dieser Abschnitt zwei Formulierungen, welche mit "soll" beginnen. Auch diese Zeilen haben nichts mit dem Postulat zu tun.

Fast am Ende der Beantwortung kommt dann noch ein Hinweis zum Einbezug der Bevölkerung. Es wird auf den laufenden Prozess verwiesen. Damit sind doch nicht etwa die Anstrengungen von vor fast 10 Jahren gemeint? Wahrscheinlich geht es mehr um die Anstrengungen, die im Zusammenhang mit der Verkehrsplanung unternommen wurden. Es ist die Rede von Kontakten mit Einsprechenden und dem Quartierleist. Unter einem aktiven Einbezug der Bevölkerung versteht die Fraktion Grüne ein proaktives Vorgehen der Verwaltung, nicht ein Reagieren auf Einsprachen oder die ausschliessliche Zusammenarbeit mit Personen, die sich bereits - beispielsweise in einem Quartierleist - organisiert haben. Es geht darum, organisierend und neugierig auf die Leute zuzugehen, und zwar nicht mit dem Mund, sondern mit dem Ohr als primärem Organ. Das wäre die zweite Forderung meines vierzeiligen Postulats...

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Monsieur Bösch, je vous demande de conclure.

Bösch Andreas, Grüne: ...Ich komme zum Schluss. Was wurde also aufgrund meines Postulats unternommen? Die vorliegende Antwort wurde verfasst. Knappe fünf Zeilen Antwort auf zwei Forderungen und einen Termin... Reicht das für die Erfüllung des Postulats? Und vor allem: reicht das für die Erfüllung eines Auftrags, welchen sich der Gemeinderat in seinen Schwerpunkten selber setzt? Ich glaube, der Gemeinderat weiss selber, dass das Verfassen dieser Antwort nicht ausreicht. Eigentlich sollten alle Stadtratsmitglieder schon nur aus Prinzip gegen die Abschreibung dieses Postulats stimmen. So kann ein Postulat nicht beantwortet werden! Kein Postulant wünscht sich eine solche Antwort! Die Person, die dieses Postulat von mir erbat, teilte mir mit, sie sei enttäuscht. Auch ich bin enttäuscht. Geben wir dem Gemeinderat eine zweite Chance und schreiben wir dieses Postulat nicht ab, **ich beantrage also, das Postulat aufrecht zu erhalten und nicht abzuschreiben.**

Bohnenblust Regula, FDP: Herr Klopfenstein sagte, Befangene dürften sich hier nicht äussern. Deshalb habe ich nun fast Hemmungen, trotzdem etwas zu sagen. Vier oder fünf Personen der Fraktion Forum wohnen im Lindenquartier. Sie wären also befangen. Ich würde aber eher sagen, es sind Direkt-Betroffene. Ich danke dem Postulanten, dass er dieses Thema aufgriff und ich danke dem Gemeinderat für seine Antwort. Es ist im Quartier ein Dauerthema, und zwar nicht erst seit 2002. Grundsätzlich ist die Fraktion Forum mit der Antwort einverstanden. Ich möchte aber noch einige Bemerkungen anbringen, vor allem aber eine Korrektur. Die Gespräche mit dem Quartierleist fanden nicht 2002/2003, sondern bereits in den 1990er-Jahren statt. Damals ergriff der Gemeinderat in Zusammenarbeit mit dem Quartierleist Massnahmen, um den Individualverkehr im Quartier effektiv zu reduzieren zu können: Tempo 30 wurde eingeführt. Damals war das für ein Quartier eine Sensation und brachte sehr viel. Mit flankierenden Massnahmen wie versetzten Parkplätzen wurde zudem versucht, den Individual- und vor allem den Durchgangsverkehr zu verlangsamen. Heute sind die wichtigen Durchgangsstrassen aber dermassen überlastet, dass solche Schleichwege einfach zu verlockend sind. Die Bevölkerung des Lindenquartiers hat sich daran gewöhnt. Es ist wie beim Zentralplatz, alle nehmen aufeinander Rücksicht und versuchen, das Bestmögliche aus der Situation zu machen. In der Antwort des Gemeinderats stört mich die Aussage, im Rahmen des Baugesuchsverfahrens für das Projekt Blumenrainbrücke sei den Einsprechenden und dem Quartierleist ein Verkehrskonzept präsentiert worden, in welches deren Anregungen eingeflossen seien. Laut Rückmeldungen vom Quartierleist verlief diese Veranstaltung eher chaotisch. Wer sie besuchte, wusste am Ende immer noch nicht recht, worum es eigentlich geht. Das Verkehrskonzept wurde wenig verständlich präsentiert. Ich würde es daher begrüssen, wenn der Baudirektor dies nachholen würde. Der Quartierleist hat bewiesen, dass er fähig ist, konstruktiv an solchen Lösungen zu arbeiten. Ich ertappte mich selber dabei, egoistische Züge zu entwickeln. Ich habe einen Kollegen, der vorgestern von Bellmund in die Reuchenettestrasse wollte. Er klagte mir, für diesen Weg habe er eine Stunde gebraucht. Ich verschwieg ihm aus egoistischen Gründen, dass es Schleichwege gäbe. Das zeigt, dass das Problem nicht gelöst ist. Dabei geht es nicht nur um den Durchgangsverkehr. Der Ausbau der Klinik Linde verursachte einen grossen Mehrverkehr, denn heute werden mehr ambulante Behandlungen durchgeführt als früher. Der Blumenrain ist ziemlich stark befahren. Im Quartier befinden sich aber auch ein Fussballplatz und ein Gymnasium. Am Wochenende fahren viele SportlerInnen durchs Quartier. Die Bevölkerung hat sich mit diesen Tatsachen

auseinandergesetzt und muss sie hinnehmen. Es ist auch nicht angenehm, wenn alle 15 Minuten ein Bus vor dem Haus durchfährt. Laut regionalem Verkehrskonzept ist unter Umständen sogar eine zweite Buslinie im Quartier geplant. Wahrscheinlich ist die Bevölkerung des Lindenquartiers sehr tolerant. Sie hat sich mit diesen Problemen abgefunden. Mir wäre es aber wichtig, dass der Baudirektor mit dem Quartierleist Kontakt aufnimmt, denn dieser wartet darauf, dass seine Anliegen berücksichtigt werden.

Menekse Ali, SP: Viele, die das Lindenquartier befahren, wohnen in Biel. Etliche dieser BürgerInnen arbeiten auch in Biel. Sie bezahlen ohne Wenn und Aber ihre Steuern und Abgaben. Die Stadt ist somit ein Teil ihres Lebens geworden. Aus diesem Grund hat ein jeder Bürger und jede Bürgerin eine gewisse Erwartungshaltung an seine/ihre Stadt. Auch ihre Anliegen verdienen es, ernst genommen zu werden. Selbstverständlich ist die Lebensqualität und die Sicherheit, vor allem die der Kinder, der älteren Generation und der körperlich Benachteiligten, ein sehr wichtiges Anliegen. Dies sollte nicht nur im Lindenquartier, sondern generell in allen Quartieren ernst genommen werden. Es ist lobenswert, wenn jemand für die Bevölkerung des Lindenquartiers aktiv wird. Ich erwarte aber vom Gemeinderat, dass er die Anliegen der PendlerInnen ebenfalls ernst nimmt und für sie eine gangbare Alternative ausarbeitet. So ist garantiert, dass es zu weniger Staus, weniger Abgasen und zu mehr Sicherheit im Strassenverkehr kommt. Als Vertreter der arbeitenden Bevölkerung, welche auf das eigene Fahrzeug angewiesen ist, zähle ich auf eine konstruktive Lösung des Gemeinderats, so dass allen, die mehr Lebensqualität und Sicherheit, weniger Staus und Abgase sowie schnellere Arbeitswege wollen, eine gangbare Lösung unterbreitet wird.

Nicati Alain, PRR: Le meilleur moyen de résoudre le problème de circulation, c'est de ne plus avoir de voiture. Ce projet est soumis, aujourd'hui, au Conseil de ville un peu dans ce même ordre d'idées. Il faudrait donc interdire le trafic. Il se peut, cependant, que les habitant(e)s du quartier aimeraient bien pouvoir eux aussi rouler. La proposition contenue dans la réponse, de fermer à toute circulation la rue de la Berme, est incompréhensible. Je souhaite, que la Direction des travaux publics s'en tienne à des solutions possibles.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Der Postulant ist von der Antwort enttäuscht. An und für sich hat er einen klaren Wunsch: keinen Durchgangsverkehr im Lindenquartier. Also soll die Bermenstrasse als "Hardcore-Lösung" gesperrt werden. Dazu muss ich sagen: Wunder dauern etwas länger, besonders im Lindenquartier. Vielleicht erzeugte die Sperrung des Mettlenwegs Appetit. Dort ging es dem Gemeinderat um eine Quartieraufwertungsmassnahme. Mit der Sperrung des Mettlenwegs mittels des berühmten Pollers bei der Brücke konnte tatsächlich ein Quartier teilweise vom Durchgangsverkehr befreit werden. Die Situation beim Mettlenweg war aber viel einfacher als die im Lindenquartier. Auch die Bevölkerung ist gespalten. Herr Nicati wohnt auch im Lindenquartier und wünscht sich sicher keine Sperrung der Bermenstrasse. Deshalb ist die Antwort des Gemeinderats dreigeteilt. 2002/2003 diskutierte die Stadt lange mit der Quartierbevölkerung. Diese war sehr uneins. Zuerst wurde eine Pollerlösung präsentiert. Mit dieser waren viele einverstanden, bis sie sahen, wo die Poller gesetzt werden sollten. Plötzlich wurden aus BefürworterInnen GegnerInnen. Heute kann das Lindenquartier fast nicht mehr beruhigt werden. Vielleicht ist die Schliessung der Blumenrainbrücke, voraussichtlich

2013, tatsächlich eine Lösung. Herr Wiher, die Kosten werden auch bei diesem Projekt durch die SBB projektiert. Das ist aber ein anderes Thema... Entweder wird das Quartier durch die Schliessung des Blumenrains beruhigt oder es entsteht sogar Mehrverkehr. Der Gemeinderat unterbreitete der Bevölkerung dazu ein Konzept. Frau Bohnenblust fragte, wie diese Veranstaltung abgelaufen sei. Es gab eine Einladung an die Bevölkerung des Lindenquartiers. Der Quartierleist war an dieser Veranstaltung vom 9. September 2010 anwesend. Seine Anregungen flossen in das Baugesuchsverfahren ein. Die Massnahmen, welche im Zusammenhang mit der Schliessung der Blumenrainbrücke vorgesehen sind, sehen ein Einbahnregime am Dählenweg, eine Anpassung des Einbahnregimes an der Krähenbergstrasse, eine Öffnung der Passerelle für den Veloverkehr, zwischenzeitliche Sondermassnahmen und weiteres vor. All das wird umgesetzt, wenn die Blumenrainbrücke für ein Jahr geschlossen wird.

Ein dritter Ausblick zeigt eine Lösung mit den verkehrlich flankierenden Massnahmen auf. Diese wurden im Stadtrat bereits kritisiert. Sobald der Westast der A5 eröffnet ist, sagen wir mal im Jahr 2070 (*Gelächter*), muss die Stadt verkehrlich flankierende Massnahmen beschliessen. Die Idee ist, die Bermenstrasse zu schliessen, da dannzumal die Mett- und die Madretschstrasse vom Durchgangsverkehr entlastet sein werden. Das ist aber Zukunftsmusik. Darüber wird noch viel diskutiert werden müssen und auch das Quartier wird wieder miteinbezogen. Wie gesagt, werden mit der Schliessung der Blumenrainbrücke provisorische Massnahmen ergriffen. Ich hänge nicht unbedingt an dieser Schliessung und es wäre gut, wenn sie noch etwas verzögert werden könnte. Sie wird aber sicher kommen. Die im Postulat verlangte "Hardcore-Massnahme", also eine Schliessung der Bermenstrasse, kann frühestens 2017 angegangen werden. Mehr kann ich nicht versprechen. Alles andere wäre gelogen und das will ich nicht. Der Gemeinderat hat auf die im Postulat gestellten Forderungen geantwortet. Deshalb möchte ich dem Stadtrat beliebt machen, das Postulat abzuschreiben, auch wenn der Postulant enttäuscht ist.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Monsieur Bösch propose de ne pas radier du rôle le postulat. Nous votons ainsi en deux temps.

Votes

sur la proposition d'adopter le postulat

La proposition est acceptée.

sur la proposition de Monsieur Bösch de ne pas radier du rôle le postulat

La proposition est refusée.

Esseiva Monique, présidente du Conseil de ville: Je clos la séance et vous souhaite une bonne nuit.

45. Nouvelles interventions

20120116	Motion Nathan Güntensperger, Fraktion GLP	PRA
	Finanzeinsicht für den Stadtrat bei Subventionsbezügern Droit de consultation du Conseil de ville en matière de finances auprès des bénéficiaires de subventions	BSK
20120117	Postulat Daniel Hügli, SP	PRA
	Städtisches Leitungsnetz schützen und ESB-Projekt überarbeiten Protéger le réseau de conduites municipal et remanier le projet ESB	SID
20120118	Interpellation Daniel Hügli, SP	SID
	Bieler Bevölkerung will ESB-Leitungsnetz nicht auslagern La population biennoise ne veut pas d'une séparation du réseau de conduites d'ESB	PRA
20120119	Postulat Cédric Némitz, Groupe socialiste	FIN
	Des locaux disponibles et abordables pour les activités culturelles, associatives et politiques Verfügbare, erschwingliche Räumlichkeiten für Vereine sowie kulturelle und politische Tätigkeiten	FPC
20120120	Postulat Roland Gurtner, Passerelle	FPC
	Bienne s'engage contre le racisme Biel engagiert sich gegen Rassismus	MAI
20120121	Motion Roland Gurtner, Passerelle	MAI
	Participation politique des étrangères et étrangers de Bienne Politische Beteiligung von Ausländerinnen und Ausländern in Biel	FPC
20120122	Postulat Fatima Simon, Verts Bienne	MAI
	Un couple princier pour le carnaval de Bienne Ein Prinzenpaar für die Bieler Fasnacht	

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 22.50 heures / Uhr

La présidente du Conseil de ville / Die Stadtratspräsidentin:

Monique Esseiva

La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:

Regula Klemmer

Protokoll:

Katrin Meister

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Ana Gonzalez

Claire-Lise Kirchhof